



## Rapport intermédiaire du deuxième trimestre de 2013

### Profil

La Banque HSBC Canada, filiale de la société HSBC Holdings plc, est le chef de file des banques internationales au Canada. Avec un actif de 2 645 milliards de dollars américains au 30 juin 2013, le Groupe HSBC, qui compte environ 6 600 bureaux répartis dans 80 pays et territoires, se classe parmi les consortiums de services bancaires et financiers les plus importants au monde.

### En bref

- Le bénéfice du trimestre clos le 30 juin 2013 s'est chiffré à 130 millions de dollars, ce qui représente une baisse de 35 % en regard de celui de la période correspondante de 2012. Pour la première moitié de 2013, le bénéfice a été de 319 millions de dollars, ayant reculé de 24 % par rapport à celui du même semestre de 2012.
- Le bénéfice attribuable aux actionnaires ordinaires a été de 113 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 juin 2013, ce qui représente une diminution de 39 % en regard de celui du même trimestre de 2012. Pour le premier semestre de 2013, le bénéfice attribuable aux actionnaires ordinaires s'est établi à 284 millions de dollars, en baisse de 26 % par rapport à ce qu'il était un an plus tôt pour la même période.
- Le rendement des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires s'est établi à 10,6 % pour le trimestre à l'étude et à 13,4 % pour la première moitié de 2013, comparativement à 18,4 % et 19,1 %, respectivement, pour les mêmes périodes de 2012.
- Le ratio d'efficience a été de 50,1 % pour le trimestre clos le 30 juin 2013 et de 47,4 % pour le semestre clos à cette date, contre 45,4 % et 48,1 %, respectivement, pour les périodes correspondantes de 2012.
- Le total des actifs se chiffrait à 84,3 milliards de dollars au 30 juin 2013, contre 82,1 milliards de dollars au 30 juin 2012.
- Le total des actifs sous administration atteignait 20,3 milliards de dollars au 30 juin 2013, en hausse par rapport aux 18,3 milliards de dollars inscrits au 30 juin 2012.
- Au 30 juin 2013, le ratio des capitaux propres ordinaires de catégorie 1 s'établissait à 10,8 %, le ratio du capital de catégorie 1 se situait à 13,6 % et le ratio du capital total était de 15,5 %. Ces ratios ont été calculés en accord avec les lignes directrices réglementaires émises conformément aux normes en matière de suffisance du capital de Bâle III qui ont été adoptées en date du 1<sup>er</sup> janvier 2013.

### Table des matières

1	Rapport de gestion
1	Faits saillants financiers
2	Base d'établissement de l'information financière
2	Utilisation de mesures financières non conformes aux IFRS
3	Aperçu
4	Analyse des résultats financiers consolidés du deuxième trimestre de 2013
7	Analyse des résultats financiers consolidés du deuxième trimestre de 2013 par groupe de clients
14	Sommaire trimestriel des comptes consolidés résumés de résultat (non audité)
14	Principales méthodes comptables et incidence des estimations et de l'exercice du jugement
15	Instruments financiers incluant les arrangements hors bilan
15	Responsabilité de la direction à l'égard de l'information financière
16	Transactions entre parties liées
16	Gestion des risques
21	Capital
23	Autres informations
23	Renseignements à l'intention des actionnaires
23	Cotes de crédit
24	Actions et titres en circulation
24	Mise en garde concernant les énoncés prospectifs
25	États financiers (non audité)
32	Notes afférentes aux états financiers (non audité)

## Rapport de gestion

### Faits saillants financiers

(en millions de dollars, sauf indication contraire)

	Trimestre clos le			Semestre clos le	
	30 juin 2013	30 juin 2012	31 mars 2013	30 juin 2013	30 juin 2012
<b>Pour la période (en millions de dollars)</b>					
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat.....	182	277	269	451	567
Résultat opérationnel net avant les charges de dépréciation liées aux prêts et autres provisions relatives au risque de crédit.....	531	614	584	1 115	1 295
Bénéfice attribuable aux actionnaires ordinaires.....	113	184	171	284	385
<b>À la clôture de la période (en millions de dollars)</b>					
Capitaux propres attribuables aux actionnaires.....	5 074	5 096	5 218		
Prêts et avances à des clients (déduction faite des comptes de correction de valeur).....	44 946	46 126	46 003		
Comptes des clients.....	49 505	47 097	48 184		
<b>Mesures du capital<sup>1</sup></b>					
Ratio des capitaux propres ordinaires de catégorie 1 (%).....	10,8	s.o.	11,1		
Ratio du capital de catégorie 1 (%).....	13,6	13,8	13,9		
Ratio du capital total (%).....	15,5	16,1	15,9		
Ratio actifs/fonds propres.....	14,5	13,3	14,1		
Actifs pondérés en fonction des risques (en millions de dollars).....	36 467	35 637	36 171		
<b>Ratios de rendement (%)<sup>2</sup></b>					
Rendement des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires.....	10,6	18,4	16,3	13,4	19,1
Rendement après impôt de la moyenne du total des actifs.....	0,53	0,89	0,82	0,67	0,94
Rendement après impôt de la moyenne des actifs pondérés en fonction des risques <sup>1</sup> .....	1,3	2,0	1,9	1,6	2,1
<b>Ratios de couverture du crédit (%)</b>					
Charges de dépréciation liées aux prêts en pourcentage du total du résultat opérationnel.....	15,8	9,6	9,6	12,6	8,3
Charges de dépréciation liées aux prêts en pourcentage de la moyenne du montant brut des avances et acceptations à des clients.....	0,7	0,5	0,4	0,5	0,4
Total des comptes de correction de valeur en cours en pourcentage du total des prêts douteux et des acceptations à la clôture de la période.....	58,4	47,6	50,1	58,4	47,6
<b>Ratios d'efficacité et de la composition des produits (%)<sup>2</sup></b>					
Ratio d'efficacité.....	50,1	45,4	45,0	47,4	48,1
Ratio d'efficacité ajusté.....	50,1	45,3	44,8	47,3	47,5
En pourcentage du total du résultat opérationnel					
– Produits d'intérêts nets.....	64,0	60,6	57,5	60,6	59,5
– Produits de commissions nets.....	29,0	23,9	25,0	26,9	22,4
– Produits de négociation nets.....	8,5	7,7	9,8	9,1	6,7
<b>Ratios financiers (%)<sup>2</sup></b>					
Ratio des avances à des clients aux comptes des clients.....	90,8	97,9	95,5		
Moyenne du total des capitaux propres attribuables aux actionnaires à la moyenne du total des actifs.....	6,0	6,0	6,2		
<b>Total des actifs sous administration (en millions de dollars)<sup>2</sup></b>					
Fonds sous gestion.....	19 220	17 339	19 290		
Biens en garde.....	1 106	949	1 121		
Total des actifs sous administration.....	20 326	18 288	20 411		

1 Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013, les informations exigées par les organismes de réglementation sont établies au moyen des lignes directrices réglementaires émises conformément aux normes en matière de suffisance du capital de Bâle III. Les données correspondantes des périodes de 2012 n'ont pas été retraitées et ont été calculées à l'aide des lignes directrices réglementaires émises conformément aux normes en matière de suffisance du capital du Nouvel accord de Bâle. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Gestion des risques » du présent document pour obtenir d'autres informations au sujet de l'adoption des lignes directrices réglementaires en accord des normes précitées de Bâle III.

2 Il y a lieu de se reporter à la rubrique intitulée « Utilisation de mesures financières non conformes aux IFRS » figurant dans le présent document pour une description des mesures financières non conformes aux IFRS.

## Rapport de gestion (suite)

### Base d'établissement de l'information financière

La Banque HSBC Canada (la « banque ») est une filiale en propriété exclusive indirecte de HSBC Holdings plc (« HSBC Holdings »). Dans le présent rapport de gestion, le Groupe HSBC Holdings est désigné comme étant le « Groupe HSBC » ou le « Groupe ». Le rapport de gestion est en date du 30 juillet 2013, date à laquelle son conseil d'administration a approuvé les états financiers consolidés non audités et le rapport de gestion du deuxième trimestre de 2013.

La banque établit ses états financiers consolidés non audités conformément aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS »). Les renseignements figurant dans le présent rapport de gestion sont tirés des états financiers consolidés non audités ou de l'information qui a servi à les préparer. Le symbole « \$ » désigne le dollar canadien. À moins d'indication contraire, tous les montants des tableaux sont exprimés en millions de dollars.

Dans le présent rapport de gestion, toute mention des notes renvoie aux notes afférentes aux états financiers consolidés non audités du deuxième trimestre clos le 30 juin 2013.

### Utilisation de mesures financières non conformes aux IFRS

Pour mesurer son rendement, la banque recourt à certaines mesures financières non conformes aux IFRS. Les mesures financières non conformes aux IFRS ne sont pas définies par les IFRS et n'ont pas de sens normalisé qui assurerait leur uniformité et leur comparabilité entre les sociétés qui les utilisent. Les mesures financières non conformes aux IFRS suivantes figurent tout au long du présent document et se définissent comme suit :

#### Mesure financière non conforme aux IFRS Définition

Ratio d'efficacité ajusté	Ratio d'efficacité ajusté de façon à exclure les profits et pertes liés aux instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur du résultat opérationnel net avant les charges de dépréciation liées aux prêts et autres provisions relatives au risque de crédit de la période.
Actifs sous administration	Actifs administrés par la banque au nom de ses clients. La banque n'inscrit pas ces actifs dans son état consolidé de la situation financière étant donné que ses clients en sont les propriétaires véritables.
Moyenne du total des capitaux propres attribuables aux actionnaires à la moyenne du total des actifs	La moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires est calculée à l'aide des soldes de fin de mois du total des capitaux propres attribuables aux actionnaires de la période et la moyenne du total des actifs est calculée en utilisant les soldes moyens quotidiens de la période.
Ratio d'efficacité	Calculé en divisant le total des charges opérationnelles de la période par le résultat opérationnel net avant les charges de dépréciation liées aux prêts et autres provisions relatives au risque de crédit de la période.
Actifs liquides	Actifs qui comprennent des placements financiers de qualité supérieure et des conventions de revente, dont un certain montant a été donné en garantie de passifs constatés, et des obligations éventuelles relatives à des systèmes de compensation de dépôts et de règlement.
Produits d'intérêts nets, produits de commissions nets et produits de négociation nets en pourcentage du total du résultat opérationnel	Produits d'intérêts nets, produits de commissions nets et produits de négociation nets de la période divisés par le résultat opérationnel net avant les charges de dépréciation liées aux prêts et autres provisions relatives au risque de crédit de la période.
Rendement après impôt de la moyenne des actifs	Bénéfice attribuable aux actionnaires ordinaires annualisé et divisé par la moyenne des actifs, ce qui est calculé à l'aide des soldes moyens quotidiens de la période.
Rendement après impôt de la moyenne des actifs pondérés en fonction des risques	Bénéfice attribuable aux actionnaires ordinaires annualisé et divisé par les soldes mensuels moyens des actifs pondérés en fonction des risques de la période. Les actifs pondérés en fonction des risques sont calculés en accord avec les lignes directrices énoncées par le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (« BSIF ») conformément aux normes en matière de suffisance du capital de Bâle III (2012 : les actifs pondérés en fonction des risques ont été calculés en accord avec les lignes directrices émises par le BSIF conformément aux normes en matière de suffisance du capital du Nouvel accord de Bâle).
Ratio des avances à des clients aux comptes des clients	Prêts et avances à des clients divisés par les comptes des clients, ce qui est calculé à l'aide des soldes à la clôture de la période.
Rendement des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires	Bénéfice attribuable aux actionnaires ordinaires annualisé et divisé par les capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires, ce qui est calculé à l'aide des soldes de fin de mois de ces capitaux propres.

## Aperçu

---

La Banque HSBC Canada a enregistré un bénéfice de 130 millions de dollars au deuxième trimestre de 2013, ce qui traduit une baisse de 71 millions de dollars, ou 35 %, par rapport à celui dégagé à la même période de 2012 et un repli de 59 millions de dollars, ou 31 %, en regard de celui du premier trimestre de 2013. Pour la première moitié de 2013, le bénéfice s'est établi à 319 millions de dollars, ayant baissé de 101 millions de dollars, ou 24 %, par rapport à celui du même semestre de 2012. Le bénéfice attribuable aux actionnaires ordinaires s'est établi à 113 millions de dollars pour le deuxième trimestre de 2013, ce qui représente une diminution de 71 millions de dollars, ou 39 %, en regard de celui du deuxième trimestre de 2012 et une baisse de 58 millions de dollars, ou 34 %, comparativement à celui du premier trimestre de 2013. Pour le premier semestre de 2013, le bénéfice attribuable aux actionnaires ordinaires s'est établi à 284 millions de dollars, en baisse de 101 millions de dollars, ou 26 %, par rapport à ce qu'il était un an plus tôt pour la même période.

Le repli du bénéfice par rapport à celui du même trimestre de l'exercice précédent et du premier trimestre de 2013 a découlé principalement de la diminution des autres produits opérationnels par suite d'une réduction de la juste valeur d'un immeuble de placement détenu en vue de la vente, de la montée des charges de dépréciation liées aux prêts à cause de la hausse des provisions spécifiques et de la baisse des profits sur les sorties de placements financiers disponibles à la vente. En outre, le bénéfice a baissé en regard de ce qu'il était au même trimestre un an plus tôt parce que la contraction de la marge nette d'intérêts a eu un effet négatif sur les produits d'intérêts nets. Ce facteur a été contrebalancé en partie par la diminution des charges opérationnelles qu'ont permise la gestion des coûts et la poursuite de nos programmes visant l'efficacité organisationnelle, lesquels ont donné lieu à des économies durables.

Les résultats de la première moitié de 2012 tenaient compte d'un profit de 84 millions de dollars sur la vente de la division des services de courtage de plein exercice et d'une charge de restructuration de 36 millions de dollars découlant en majeure partie de la réduction progressive des activités liées au secteur du crédit à la consommation. Exclusion faite de l'incidence de ces éléments et de leurs répercussions sur la charge d'impôt sur le résultat, le bénéfice dégagé dans la première moitié de 2013 a fléchi de 54 millions de dollars, ou 11 %, par rapport à celui inscrit au cours du même semestre de l'exercice précédent. Cette baisse s'explique principalement par le recul des produits d'intérêts nets causé par le rétrécissement de la marge nette d'intérêts de même que par le recul des autres produits opérationnels en raison de la réduction de la juste valeur d'un immeuble de placement détenu en vue de la vente. Ces reculs ont été atténués par une diminution des charges opérationnelles, qui a résulté de la gestion des coûts et de la poursuite de nos programmes visant l'efficacité organisationnelle, lesquels se sont traduits par des économies durables, par la montée des produits de négociation nets en raison d'un changement de méthode d'évaluation des dérivés afin de refléter l'évolution des pratiques en usage sur le marché, et par la progression des produits de commissions nets attribuable à l'augmentation des facilités de crédit commerciales et des fonds sous gestion.

Commentant les résultats, Paulo Maia, président et chef de la direction de la Banque HSBC Canada, a déclaré :

« Grâce à l'accent que nous mettons sur la croissance de nos secteurs d'activité de base, le resserrement des liens avec notre clientèle et l'amélioration continue de l'efficacité de nos activités au Canada, ce qui s'inscrit dans la stratégie mondiale de HSBC, la banque continue d'afficher un bon niveau de rentabilité, et ce, même si les taux d'intérêt actuels amènent leur lot de défis. L'augmentation des facilités de crédit commerciales et des fonds sous gestion au cours de la première moitié de 2013, malgré la faiblesse de la croissance économique, démontre à quel point notre clientèle apprécie le fait que puissions permettre aux Canadiens qui sont tournés vers l'international de tirer parti d'occasions partout dans le monde. »

## Rapport de gestion (suite)

### Analyse des résultats financiers consolidés du deuxième trimestre de 2013

#### Produits d'intérêts nets

Les *produits d'intérêts nets* du deuxième trimestre de 2013 se sont établis à 340 millions de dollars, ce qui signale une baisse de 32 millions de dollars, ou 9 %, comparativement à ceux du deuxième trimestre de 2012, mais une hausse de 4 millions de dollars, ou 1 %, par rapport à ceux du premier trimestre du présent exercice. Pour les six premiers mois de 2013, les produits d'intérêts nets se sont établis à 676 millions de dollars, ayant diminué de 94 millions de dollars, ou 12 %, par rapport à ce qu'ils étaient un an plus tôt pour la même période. La diminution enregistrée par rapport à 2012 est essentiellement imputable au recul des soldes des prêts par suite de la réduction graduelle des activités du secteur du crédit à la consommation et au rétrécissement de la marge nette d'intérêts, ce qui a été atténué par la progression de la moyenne des dépôts des clients. En comparaison de ce qu'ils étaient au trimestre précédent, les produits d'intérêts nets ont augmenté en raison surtout de la croissance des dépôts, ce qui a été contrebalancé en partie par le repli de la marge nette d'intérêts et des soldes des prêts en lien avec la réduction des activités du secteur du crédit à la consommation.

#### Produits de commissions nets

	Trimestre clos le			Semestre clos le	
	30 juin 2013 (en millions de dollars)	30 juin 2012 (en millions de dollars)	31 mars 2013 (en millions de dollars)	30 juin 2013 (en millions de dollars)	30 juin 2012 (en millions de dollars)
Facilités de crédit.....	63	58	63	126	114
Fonds sous gestion.....	35	32	33	68	61
Services à l'égard des comptes.....	22	23	20	42	44
Cartes de crédit.....	16	5	14	30	26
Programme Immigrants Investisseurs.....	12	13	8	20	23
Financement des entreprises	11	5	5	16	13
Services de paiement.....	8	5	8	16	15
Commissions de courtage.....	4	8	4	8	9
Assurance.....	4	2	4	8	10
Financement commercial des importations et des exportations.....	3	1	3	6	6
Commissions de fiduciaire.....	1	8	1	2	2
Autres.....	2	8	3	5	13
Produits de commissions.....	181	168	166	347	336
Moins les charges de commissions.....	(27)	(21)	(20)	(47)	(46)
Produits de commissions nets.....	154	147	146	300	290

Les *produits de commissions nets* du deuxième trimestre de 2013 se sont établis à 154 millions de dollars, en hausse de 7 millions de dollars, ou 5 %, en regard de ceux inscrits au deuxième trimestre de 2012 et de 8 millions de dollars, ou 6 %, en regard de ceux du premier trimestre de 2013. Les produits de commissions nets du premier semestre de 2013 se sont élevés à 300 millions de dollars, en hausse de 10 millions de dollars, ou 3 %, en regard de ceux de la même période de 2012. Les hausses des produits de commissions nets s'expliquent surtout par la croissance des facilités de crédit commerciales et des fonds sous gestion, ce qui a été atténué par la baisse des commissions de fiduciaire.

#### Produits de négociation nets

Les *produits de négociation nets* du deuxième trimestre de 2013 se sont établis à 45 millions de dollars, en baisse de 2 millions de dollars, ou 4 %, par rapport à ceux constatés au deuxième trimestre de 2012, et de 12 millions de dollars, ou 21 %, comparativement à ceux du premier trimestre de 2013. Pour la première moitié de 2013, les produits de négociation nets se sont établis à 102 millions de dollars, en hausse de 15 millions de dollars, ou 17 %, en regard de ceux inscrits pour la même période de 2012. Les baisses enregistrées en regard du trimestre correspondant de l'exercice précédent et du premier trimestre de 2013 sont principalement attribuables au repli des marges et des volumes de transactions liés à des produits de change pour le compte de clients. Au premier trimestre de 2013, la banque a apporté des changements à sa méthode à l'égard des ajustements d'évaluation créditeurs et débiteurs des contrats dérivés afin de refléter l'évolution des pratiques en usage sur le marché. Ces changements ont accentué la diminution des produits de négociation nets en regard de ceux du trimestre précédent. Comparativement à ceux de la première moitié de 2012, les produits de négociation nets ont augmenté essentiellement en raison de ces changements. En outre, les produits de négociation nets enregistrés dans la première moitié de 2012 avaient subi l'incidence défavorable des pertes causées par le rétrécissement des écarts de taux de nos propres instruments de créance.

## Autres éléments de produits

	Trimestre clos le			Semestre clos le	
	<b>30 juin 2013</b> (en millions de dollars)	30 juin 2012 (en millions de dollars)	31 mars 2013 (en millions de dollars)	<b>30 juin 2013</b> (en millions de dollars)	30 juin 2012 (en millions de dollars)
Charge nette liée aux instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur .....	-	(2)	(3)	<b>(3)</b>	(16)
Profits diminués des pertes liés aux placements financiers .....	<b>15</b>	28	35	<b>50</b>	45
Autres produits opérationnels .....	<b>(23)</b>	22	13	<b>(10)</b>	35
Profit sur la vente de la division des services de courtage de plein exercice de détail .....	-	-	-	-	84
Autres éléments de produits .....	<b>(8)</b>	48	45	<b>37</b>	148

La *charge nette liée aux instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur* a été de néant au deuxième trimestre de 2013, ce qui signifie des baisses respectives de 2 millions de dollars et de 3 millions de dollars comparativement à celles du deuxième trimestre de 2012 et du premier trimestre de 2013. La charge nette liée aux instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur s'est établie à 3 millions de dollars pour la première moitié de 2013, affichant ainsi une baisse de 13 millions de dollars par rapport à ce qu'elle était pour le même semestre de l'exercice précédent. La banque désigne certaines de ses propres débetures subordonnées comme devant être constatées à la juste valeur. Les produits et les charges découlent principalement du fait que l'élargissement ou le rétrécissement des écarts de taux diminue ou augmente, selon le cas, la juste valeur de ces débetures subordonnées.

Les *profits diminués des pertes liés aux placements financiers* se sont établis à 15 millions de dollars au deuxième trimestre de 2013, en baisse de 13 millions de dollars et de 20 millions de dollars comparativement à ceux du deuxième trimestre de 2012 et du premier trimestre de 2013, respectivement. Les profits diminués des pertes liés aux placements financiers ont été de 50 millions de dollars dans la première moitié de 2013, en hausse de 5 millions de dollars, ou 11 %, comparativement à ceux du semestre correspondant de l'exercice précédent. La baisse des profits diminués des pertes liés aux placements financiers par rapport à ceux du même trimestre de 2012 et du trimestre précédent a résulté de la diminution des profits réalisés sur les sorties de placements financiers disponibles à la vente en lien avec les activités de gestion du bilan. Ces mêmes facteurs sont également à l'origine de l'augmentation des profits diminués des pertes liés aux placements financiers par rapport à la première moitié de 2012.

Les *autres produits opérationnels* du deuxième trimestre de 2013 ont en fait été des charges de 23 millions de dollars, ce qui rend compte de reculs de 45 millions de dollars et de 36 millions de dollars en regard de ceux du deuxième trimestre de 2012 et du premier trimestre de 2013, respectivement. Quant aux autres produits opérationnels constatés dans la première moitié de 2013, ils ont eux aussi été négatifs, affichant une charge de 10 millions de dollars, en baisse de 45 millions de dollars par rapport à la même période de 2012. Ces baisses ont découlé essentiellement de la réduction, au deuxième trimestre de 2013, de la juste valeur d'un immeuble de placement détenu en vue de la vente.

*Profit sur la vente de la division des services de courtage de plein exercice de détail.* La vente de la division des services de courtage de plein exercice de détail a été conclue le 1<sup>er</sup> janvier 2012 et a généré un profit de 84 millions de dollars, déduction faite des actifs sortis et des coûts qui y étaient directement liés et qui ont été comptabilisés dans la première moitié de 2012.

### Charges de dépréciation liées aux prêts et autres provisions relatives au risque de crédit

Les *charges de dépréciation liées aux prêts et autres provisions relatives au risque de crédit* du deuxième trimestre de 2013 se sont établies à 84 millions de dollars, s'étant alourdies de 25 millions de dollars, ou 42 %, par rapport à celles du deuxième trimestre de 2012 et de 28 millions de dollars, ou 50 %, par rapport à celles du premier trimestre de 2013. Pour la première moitié de 2013, les charges de dépréciation liées aux prêts et autres provisions relatives au risque de crédit ont été de 140 millions de dollars, accusant ainsi une hausse de 33 millions de dollars, ou 31 %, par rapport à ce qu'elles étaient un an plus tôt pour la même période. Ces hausses ont découlé essentiellement de l'augmentation des provisions spécifiques, et ce, plus particulièrement dans les secteurs de l'énergie et de l'immobilier.

## Rapport de gestion (suite)

### Charges opérationnelles

	Trimestre clos le			Semestre clos le	
	<b>30 juin 2013</b> (en millions de dollars)	30 juin 2012 (en millions de dollars)	31 mars 2013 (en millions de dollars)	<b>30 juin 2013</b> (en millions de dollars)	30 juin 2012 (en millions de dollars)
Rémunération et avantages du personnel .....	<b>158</b>	167	156	<b>314</b>	358
Charges générales et administratives.....	<b>96</b>	99	95	<b>191</b>	204
Amortissement des immobilisations corporelles .....	<b>8</b>	8	9	<b>17</b>	17
Amortissement et perte de valeur des immobilisations incorporelles .....	<b>4</b>	5	3	<b>7</b>	8
Total des charges opérationnelles (compte non tenu des charges de restructuration).....	<b>266</b>	279	263	<b>529</b>	587
Charges de restructuration.....	–	–	–	–	36
Total des charges opérationnelles.....	<b>266</b>	279	263	<b>529</b>	623

Le **total des charges opérationnelles (compte non tenu des charges de restructuration)** s'est établi à 266 millions de dollars pour le deuxième trimestre de 2013, en baisse de 13 millions de dollars, ou 5 %, en regard de celui du deuxième trimestre de 2012, mais en hausse de 3 millions de dollars, ou 1 %, comparativement au total du premier trimestre de 2013. Le total des charges opérationnelles s'est établi à 529 millions de dollars pour la première moitié de 2013, en baisse de 58 millions de dollars, ou 10 %, en regard de celui du semestre correspondant de 2012. La diminution par rapport aux mêmes périodes de l'exercice précédent a découlé de la gestion des coûts et de la poursuite de nos programmes visant l'efficacité organisationnelle, lesquels ont donné lieu à des économies durables de 17 millions de dollars dans la première moitié de 2013. Entre 2011 et la fin de la première moitié de 2013, ces économies ont totalisé plus de 100 millions de dollars. L'accroissement du total des charges opérationnelles par rapport à celles du trimestre précédent a résulté d'une réduction des provisions constituées à l'égard des primes au rendement ainsi que des crédits pour les licences d'utilisation des logiciels qui ont été constatés au premier trimestre de 2013.

Des **charges de restructuration** de 36 millions de dollars avaient été comptabilisées au premier trimestre de 2012 en raison principalement de la réduction progressive des activités du secteur du crédit à la consommation.

### Impôt sur le résultat

**Charge d'impôt sur le résultat.** Le taux d'impôt effectif du deuxième trimestre de 2013 a été de 28,8 %, contre 27,5 % au même trimestre de 2012 et 30,0 % au premier trimestre de 2013. Le taux d'impôt effectif s'est établi à 29,5 % pour la première moitié de 2013, contre 26,1 % pour la même période de 2012. L'accroissement des taux d'impôt effectifs en regard de ceux des périodes correspondantes de 2012 a résulté d'une hausse du taux d'impôt des sociétés prévu par la loi et d'un ajustement fiscal associé à des périodes antérieures qui a été constaté en 2013. La charge d'impôt sur le résultat du premier trimestre de 2013 tenait compte d'un ajustement fiscal lié à des périodes antérieures, ajustement qui a fait que le taux d'impôt effectif de cette période a été supérieur à celui du deuxième trimestre de 2013.

### État de la situation financière

Le total des actifs s'établissait à 84,3 milliards de dollars au 30 juin 2013, soit une progression de 3,6 milliards de dollars par rapport à celui de 80,7 milliards de dollars constaté au 31 décembre 2012. Cette progression est principalement attribuable à une augmentation de 2,2 milliards de dollars des actifs détenus à des fins de transaction ainsi que des prêts et avances à des banques et de 0,3 milliard de dollars des actifs dérivés. La croissance des actifs a été atténuée par une baisse de 0,6 milliard de dollars des prêts et avances à des clients et de 0,6 milliard de dollars des placements financiers. La montée des actifs détenus à des fins de transaction a découlé de la hausse des obligations de gouvernements et d'organismes d'État détenues par la banque par suite de l'intensification des activités de négociation du secteur des produits liés aux taux et du montant plus important des comptes de négociation en attente de règlement. L'augmentation des prêts et avances à des banques est imputable à la progression des conventions de revente détenues, cette dernière découlant de l'accroissement des liquidités et des activités de gestion du bilan. Exclusion faite des conventions de revente, les prêts et avances à des banques ont légèrement baissé, soit de 0,2 milliard de dollars. Quant aux prêts et avances à des clients, ils se sont contractés de 1,3 milliard de dollars en raison de la baisse des soldes des prêts hypothécaires et de ceux du crédit à la consommation par suite de la décision de mettre fin graduellement aux activités de ce secteur au Canada. Cette baisse a été atténuée par l'augmentation de 0,7 milliard de dollars des conventions de revente qu'ont permise l'accroissement des liquidités et les activités de gestion du bilan.



Les actifs liquides s'élevaient à 26,8 milliards de dollars au 30 juin 2013, contre 24,3 milliards de dollars au 31 décembre 2012. Leur augmentation a découlé surtout de la croissance des dépôts, de l'émission de titres de créance et du recul des soldes des prêts hypothécaires et du crédit à la consommation. Il y a lieu de se reporter à la rubrique intitulée « Utilisation de mesures financières non conformes aux IFRS » pour une définition des actifs liquides.

Le total des passifs était passé à 79,0 milliards de dollars au 30 juin 2013, en hausse de 3,7 milliards de dollars par rapport à celui de 75,3 milliards de dollars inscrit au 31 décembre 2012, ce qui s'explique principalement par des hausses de 1,5 milliard de dollars des passifs détenus à des fins de transaction, de 1,3 milliard de dollars des titres de créance émis et de 1,2 milliard de dollars des comptes des clients. Ces hausses ont été contrebalancées en partie par une baisse de 0,6 milliard de dollars des dépôts effectués par des banques. L'augmentation des passifs détenus à des fins de transaction provient de l'essor des activités du secteur des produits liés aux taux. Quant à l'augmentation des titres de créance émis, elle s'explique par une émission de titres de financement de gros à terme de 2,5 milliards de dollars au cours de la première moitié de 2013, ce qui a été atténué par l'arrivée à échéance de 1,1 milliard de dollars de titres de financement garanti. L'augmentation enregistrée dans les comptes des clients a découlé principalement de la croissance de l'épargne, des dépôts et des comptes courants, ce qui a été atténué par la diminution des conventions de rachat dans le cadre des activités de gestion du bilan. La baisse des dépôts effectués par des banques a découlé principalement de la diminution de ces conventions et des dépôts d'instruments du marché monétaire, tels des bons du Trésor, par suite des activités de gestion du bilan.

## **Analyse des résultats financiers consolidés du deuxième trimestre de 2013 par groupe de clients**

### Services aux entreprises

	Trimestre clos le			Semestre clos le	
	<b>30 juin 2013</b> (en millions de dollars)	30 juin 2012 (en millions de dollars)	31 mars 2013 (en millions de dollars)	<b>30 juin 2013</b> (en millions de dollars)	30 juin 2012 (en millions de dollars)
Produits d'intérêts nets.....	<b>171</b>	177	161	<b>332</b>	357
Produits de commissions nets .....	<b>77</b>	72	75	<b>152</b>	143
Produits de négociation nets .....	<b>8</b>	8	8	<b>16</b>	16
Autres produits/(charges) opérationnel(le)s .....	<b>(35)</b>	7	2	<b>(33)</b>	12
Résultat opérationnel net avant les charges de dépréciation liées aux prêts et autres provisions relatives au risque de crédit.....	<b>221</b>	264	246	<b>467</b>	528
Charges de dépréciation liées aux prêts et autres provisions relatives au risque de crédit.....	<b>(61)</b>	(26)	(39)	<b>(100)</b>	(37)
Résultat opérationnel net.....	<b>160</b>	238	207	<b>367</b>	491
Total des charges opérationnelles .....	<b>(91)</b>	(91)	(88)	<b>(179)</b>	(188)
Bénéfice opérationnel .....	<b>69</b>	147	119	<b>188</b>	303
Quote-part du bénéfice des entreprises associées .....	<b>1</b>	1	4	<b>5</b>	2
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat.....	<b>70</b>	148	123	<b>193</b>	305

### Aperçu

Le bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat a totalisé 70 millions de dollars au deuxième trimestre de 2013, soit 78 millions de dollars, ou 53 %, de moins qu'au trimestre correspondant de 2012 et 53 millions de dollars, ou 43 %, de moins qu'au premier trimestre de 2013. Le bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat du premier semestre de 2013 a été de 193 millions de dollars, ayant diminué de 112 millions de dollars, ou 37 %, en regard de la même période de 2012. Le recul du bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat a découlé principalement de la baisse du résultat opérationnel par suite d'une réduction de la juste valeur d'un immeuble de placement détenu en vue de la vente, de la hausse des charges de dépréciation liées aux prêts et autres provisions relatives au risque de crédit, et ce, surtout dans les secteurs de l'énergie et de l'immobilier, ainsi que d'une diminution des produits d'intérêts nets causée par le rétrécissement de la marge nette d'intérêts. La baisse a été contrebalancée en partie par la montée des produits de commissions nets résultant de l'augmentation des facilités de crédit et du volume de transactions.

## Rapport de gestion (suite)

### Rendement financier

Les *produits d'intérêts nets* se sont élevés à 171 millions de dollars au deuxième trimestre de 2013, ce qui représente une baisse de 6 millions de dollars, ou 3 %, par rapport à ceux du deuxième trimestre de 2012, mais une hausse de 10 millions de dollars, ou 6 %, comparativement à ceux du premier trimestre de 2013. Les produits d'intérêts nets ont été de 332 millions de dollars au premier semestre de 2013, ayant fléchi de 25 millions de dollars, ou 7 %, par rapport à ceux de la même période un an plus tôt. Comparativement à ceux constatés dans les périodes correspondantes de l'exercice précédent, les produits d'intérêts nets ont diminué principalement en raison du rétrécissement de la marge nette d'intérêts dans un contexte de vive concurrence créé par la faiblesse des taux d'intérêt, ce qui a été atténué par l'augmentation de la moyenne des dépôts des clients. La hausse des produits d'intérêts nets par rapport au trimestre précédent s'explique principalement par des ajustements au titre du recouvrement de produits d'intérêts.

Les *produits de commissions nets* se sont établis à 77 millions de dollars au deuxième trimestre de 2013, en hausse de 5 millions de dollars, ou 7 %, en regard de ce qu'ils étaient au deuxième trimestre de 2012 et de 2 millions de dollars, ou 3 %, comparativement à ceux du premier trimestre de 2013. Pour la première moitié de 2013, les produits de commissions nets se sont établis à 152 millions de dollars, affichant une hausse de 9 millions de dollars, ou 6 %, comparativement à ceux de la même période de 2012. La hausse des produits d'intérêts nets a découlé surtout de la montée des facilités de crédit autorisées et du volume de transactions.

Les *produits de négociation nets* du deuxième trimestre de 2013 se sont élevés à 8 millions de dollars, soit le même montant que pour le même trimestre de 2012 et le premier trimestre de 2013. Les produits de négociation nets ont totalisé 16 millions de dollars pour le premier semestre de 2013, n'ayant pas changé par rapport à la même période de 2012.

Les *autres produits opérationnels* ont en fait été des charges de 35 millions de dollars au deuxième trimestre de 2013, ce qui témoigne de reculs respectifs de 42 millions de dollars et de 37 millions de dollars en regard de ceux du deuxième trimestre de 2012 et du premier trimestre de 2013. Pour le premier semestre de 2013, des charges ont également été inscrites à ce chapitre, charges se situant à 33 millions de dollars, ce qui représente une dégradation de 45 millions de dollars par rapport au montant inscrit un an plus tôt pour la même période. Les charges inscrites au deuxième trimestre de 2013 tiennent compte d'une réduction de la juste valeur d'un immeuble de placement détenu en vue de la vente.

Les *charges de dépréciation liées aux prêts et autres provisions relatives au risque de crédit* du deuxième trimestre de 2013 se sont établies à 61 millions de dollars, ayant monté de 35 millions de dollars et de 22 millions de dollars par rapport à celles inscrites au deuxième trimestre de 2012 et au premier trimestre de 2013, respectivement. Les charges de dépréciation liées aux prêts et autres provisions relatives au risque de crédit se sont situées à 100 millions de dollars dans la première moitié de 2013, ayant monté de 63 millions de dollars en regard de ce qu'elles étaient un an plus tôt pour la même période. Les hausses de ces charges et autres provisions sont imputables à l'augmentation des provisions spécifiques, et ce, plus particulièrement dans les secteurs de l'énergie et de l'immobilier.

Le *total des charges opérationnelles* du deuxième trimestre de 2013 a été de 91 millions de dollars, n'ayant pas changé par rapport à la même période de 2012, mais ayant quelque peu augmenté par rapport à celui du trimestre précédent. Pour le premier semestre de 2013, le total des charges opérationnelles s'est situé à 179 millions de dollars, ce qui signale une baisse de 9 millions de dollars, ou 5 %, comparativement à celui du semestre correspondant de 2012. Cette baisse a résulté de la gestion des coûts et de la poursuite de nos programmes visant l'efficacité organisationnelle, lesquels ont donné lieu à des économies durables.

## Services bancaires internationaux et marchés

	Trimestre clos le			Semestre clos le	
	<b>30 juin 2013</b> (en millions de dollars)	30 juin 2012 (en millions de dollars)	31 mars 2013 (en millions de dollars)	<b>30 juin 2013</b> (en millions de dollars)	30 juin 2012 (en millions de dollars)
Produits d'intérêts nets.....	<b>40</b>	40	42	<b>82</b>	86
Produits de commissions nets .....	<b>20</b>	19	18	<b>38</b>	38
Produits de négociation nets .....	<b>24</b>	28	37	<b>61</b>	50
Profits diminués des pertes liés aux placements financiers .....	<b>13</b>	28	33	<b>46</b>	45
Autres produits opérationnels .....	<b>1</b>	2	–	<b>1</b>	1
Profit sur la vente de la division des services de courtage de plein exercice de détail .....	–	–	–	–	8
Résultat opérationnel net avant les charges de dépréciation liées aux prêts et autres provisions relatives au risque de crédit.....	<b>98</b>	117	130	<b>228</b>	228
(Charges)/reprises de dépréciation liées aux prêts et autres provisions relatives au risque de crédit .....	<b>(2)</b>	–	2	–	–
Résultat opérationnel net.....	<b>96</b>	117	132	<b>228</b>	228
Total des charges opérationnelles .....	<b>(29)</b>	(33)	(29)	<b>(58)</b>	(58)
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat.....	<b>67</b>	84	103	<b>170</b>	170

### Aperçu

Le bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat a totalisé 67 millions de dollars au deuxième trimestre de 2013, soit 17 millions de dollars, ou 20 %, de moins qu'au trimestre correspondant de 2012 et 36 millions de dollars, ou 35 %, de moins qu'au premier trimestre de 2013. Le bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat a été de 170 millions de dollars au premier semestre de 2013, soit le même montant qu'à la période correspondante de 2012.

Le recul du bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat par rapport à celui du même trimestre de l'exercice antérieur et du trimestre précédent a découlé de la diminution du total des profits sur les sorties de placements financiers disponibles à la vente ainsi que de la baisse des produits de négociation nets par suite du fléchissement des produits liés aux opérations de change des clients ainsi que d'un changement de méthode d'évaluation des dérivés au premier trimestre de 2013.

### Rendement financier

Les *produits d'intérêts nets* se sont établis à 40 millions de dollars au deuxième trimestre de 2013, n'ayant pas changé par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, mais ayant fléchi de 2 millions de dollars, ou 5 %, en regard de ceux du premier trimestre de 2013. Les produits d'intérêts nets ont été de 82 millions de dollars au premier semestre de 2013, ce qui signale une diminution de 4 millions de dollars, ou 5 %, en regard de ce qu'ils étaient un an plus tôt pour la même période. La diminution des produits d'intérêts nets comparativement à ceux du deuxième trimestre de 2012 est attribuable au recul de la marge nette d'intérêts dans un contexte de vive concurrence créé par la faiblesse des taux d'intérêt.

Les *produits de commissions nets* se sont établis à 20 millions de dollars au deuxième trimestre de 2013, n'ayant que légèrement augmenté en regard de ceux du deuxième trimestre de 2012 et du premier trimestre de 2013. Les produits de commissions nets ont totalisé 38 millions de dollars pour le premier semestre de 2013, soit le même montant que celui enregistré pour le même semestre en 2012.

## Rapport de gestion (suite)

Les *produits de négociation nets* du deuxième trimestre de 2013 ont été de 24 millions de dollars, ce qui représente des baisses respectives de 4 millions de dollars, ou 14 %, et de 13 millions de dollars, ou 35 %, en regard de ceux du deuxième trimestre de 2012 et du premier trimestre de 2013. Les produits de négociation nets se sont situés à 61 millions de dollars pour la première moitié de 2013, en hausse de 11 millions de dollars, ou 22 %, par rapport à ceux constatés pour la même période de 2012. Les baisses enregistrées en regard du trimestre correspondant de l'exercice précédent et du premier trimestre de 2013 sont principalement attribuables au repli des marges et des volumes de transactions liés à des produits de change pour le compte de clients. Au premier trimestre de 2013, la banque a apporté des changements à sa méthode à l'égard des ajustements d'évaluation créditeurs et débiteurs des contrats dérivés afin de refléter l'évolution des pratiques en usage sur le marché. Ces changements ont accentué la diminution des produits de négociation nets en regard de ceux du trimestre précédent. L'augmentation de ces produits en regard de ceux de la première moitié de 2012 a résulté surtout de ces changements. En outre, les produits de négociation nets constatés dans la première moitié de 2012 avaient été affaiblis par des pertes causées par le rétrécissement des écarts de taux de nos propres instruments de créance.

Les *profits diminués des pertes liés aux placements financiers* se sont établis à 13 millions de dollars au deuxième trimestre de 2013, en baisse de 15 millions de dollars, ou 54 %, et de 20 millions de dollars, ou 61 %, comparativement à ceux du deuxième trimestre de 2012 et du premier trimestre de 2013, respectivement. Les profits diminués des pertes liés aux placements financiers ont été de 46 millions de dollars pour la première moitié de 2013, ce qui traduit une légère hausse par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent. Les baisses des profits diminués des pertes liés aux placements financiers en regard du même trimestre de 2012 et du trimestre précédent ont résulté de la diminution des profits réalisés sur les sorties de placements financiers disponibles à la vente en lien avec les activités de gestion du bilan.

Le *total des charges opérationnelles* a été de 29 millions de dollars pour le deuxième trimestre de 2013, affichant un recul de 4 millions de dollars, ou 12 %, en regard de celui inscrit pour la période correspondante de 2012 mais n'ayant pas changé comparativement à ce qu'il était au trimestre précédent. Le total des charges opérationnelles s'est établi à 58 millions de dollars pour la première moitié de 2013, soit le même montant que pour le semestre correspondant de 2012.

### Services bancaires de détail et gestion de patrimoine

	Trimestre clos le			Semestre clos le	
	30 juin 2013 (en millions de dollars)	30 juin 2012 (en millions de dollars)	31 mars 2013 (en millions de dollars)	30 juin 2013 (en millions de dollars)	30 juin 2012 (en millions de dollars)
Produits d'intérêts nets.....	86	92	89	175	197
Produits de commissions nets.....	48	44	43	91	86
Produits de négociation nets.....	7	3	4	11	6
Autres produits opérationnels.....	2	3	3	5	5
Profit sur la vente de la division des services de courtage de plein exercice de détail .....	–	–	–	–	76
Résultat opérationnel net avant les charges de dépréciation liées aux prêts et autres provisions relatives au risque de crédit.....	143	142	139	282	370
Charges de dépréciation liées aux prêts et autres provisions relatives au risque de crédit.....	(7)	(7)	(7)	(14)	(13)
Résultat opérationnel net.....	136	135	132	268	357
Total des charges opérationnelles (compte non tenu des charges de restructuration).....	(118)	(129)	(118)	(236)	(257)
Charges de restructuration.....	–	–	–	–	(2)
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat.....	18	6	14	32	98

## Aperçu

Le bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat a totalisé 18 millions de dollars au deuxième trimestre de 2013, soit 12 millions de dollars de plus qu'au trimestre correspondant de 2012 et 4 millions de dollars, ou 29 %, de plus qu'au premier trimestre de 2013. Le bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat a été de 32 millions de dollars au premier semestre de 2013, soit une baisse de 66 millions de dollars, ou 67 %, comparativement à ce qu'il était un an plus tôt pour la même période. Par rapport au montant constaté à ce chapitre dans le trimestre correspondant de l'exercice précédent, le bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat a augmenté en raison principalement de la baisse du total des charges opérationnelles qu'ont permise la gestion des coûts et la poursuite de nos programmes visant l'efficacité organisationnelle. La hausse enregistrée par rapport au trimestre précédent est essentiellement imputable à la montée des produits de commissions nets provenant de la croissance soutenue des investissements des clients de nos services de gestion de patrimoine. Le bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat de la première moitié de 2012 tenait compte d'un profit sur la vente de la division des services de courtage de plein exercice de détail, ce qui avait été partiellement contrebalancé par les charges de restructuration connexes. Exclusion faite de ces éléments, le bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat a augmenté de 8 millions de dollars par rapport à la première moitié de 2012 du fait principalement de la croissance des produits de commissions et de la réduction des charges opérationnelles, laquelle a résulté de la gestion des coûts et de la poursuite de nos programmes visant l'efficacité organisationnelle. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la réduction des produits d'intérêts nets en raison d'une diminution des soldes moyens des prêts et de la contraction de la marge nette d'intérêts.

## Rendement financier

Les *produits d'intérêts nets* se sont établis à 86 millions de dollars au deuxième trimestre de 2013, ayant reculé de 6 millions de dollars, ou 7 %, par rapport à ce qu'ils étaient à la même période de l'exercice précédent et de 3 millions de dollars, ou 3 %, comparativement à ceux du premier trimestre de 2013. Pour le premier semestre de 2013, les produits d'intérêts nets se sont établis à 175 millions de dollars, ayant diminué de 22 millions de dollars, ou 11 %, par rapport à ceux du semestre correspondant de l'exercice précédent. Les produits d'intérêts nets ont diminué en raison principalement du recul de la moyenne des soldes de prêts et du rétrécissement de la marge nette d'intérêts, dans un climat de vive concurrence qu'ont créé de faibles taux d'intérêt, ce qui a été contrebalancé en partie par la hausse des dépôts des clients.

Les *produits de commissions nets* ont totalisé 48 millions de dollars au deuxième trimestre de 2013, en hausse de 4 millions de dollars, ou 9 %, comparativement à ceux du deuxième trimestre de 2012, et de 5 millions de dollars, ou 12 %, en regard de ceux du premier trimestre de 2013. Les produits de commissions nets se sont établis à 91 millions de dollars pour la première moitié de 2013, ce qui représente une progression de 5 millions de dollars, ou 6 %, par rapport à ceux de la même période de 2012. La hausse des produits de commissions nets est essentiellement imputable à la croissance soutenue des investissements des clients de nos services de gestion de patrimoine.

Les *produits de négociation nets* ont été de 7 millions de dollars pour le deuxième trimestre de 2013, ce qui signifie des augmentations respectives de 4 millions de dollars et de 3 millions de dollars en regard de ce qu'ils étaient au trimestre correspondant de 2012 et au premier trimestre de 2013. Pour la première moitié de 2013, les produits de négociation nets ont totalisé 11 millions de dollars, pour une hausse de 5 millions de dollars comparativement à ceux inscrits pour la même période un an plus tôt.

Les *charges de dépréciation liées aux prêts et autres provisions relatives au risque de crédit* ont atteint 7 millions de dollars au deuxième trimestre de 2013, soit le même montant qu'à la période correspondante de 2012 et qu'au premier trimestre de 2013. Les charges de dépréciation liées aux prêts et autres provisions relatives au risque de crédit ont atteint 14 millions de dollars pour la première moitié de 2013, ce qui est légèrement supérieur au montant constaté un an plus tôt pour la même période.

Le *total des charges opérationnelles (compte non tenu des charges de restructuration)* du deuxième trimestre de 2013 s'est établi à 118 millions de dollars, ce qui traduit un recul de 11 millions de dollars, ou 9 %, par rapport à celui du deuxième trimestre de 2012, mais représente le même résultat qu'au premier trimestre de 2013. Le total des charges opérationnelles de la première moitié de 2013 a été de 236 millions de dollars, ayant fléchi de 21 millions de dollars, ou 8 %, comparativement à celui du même semestre de 2012. Les baisses du total des charges opérationnelles par rapport aux périodes correspondantes de 2012 s'expliquent par la gestion des coûts et la poursuite de nos programmes visant l'efficacité organisationnelle, lesquels ont donné lieu à des économies durables.

## Rapport de gestion (suite)

### Crédit à la consommation

	Trimestre clos le			Semestre clos le	
	<b>30 juin 2013</b> (en millions de dollars)	30 juin 2012 (en millions de dollars)	31 mars 2013 (en millions de dollars)	<b>30 juin 2013</b> (en millions de dollars)	30 juin 2012 (en millions de dollars)
Produits d'intérêts nets.....	<b>49</b>	72	52	<b>101</b>	145
Produits de commissions nets.....	<b>9</b>	12	10	<b>19</b>	23
Profits diminués des pertes liés aux placements financiers.....	<b>2</b>	–	2	<b>4</b>	–
Autres produits opérationnels.....	<b>1</b>	–	1	<b>2</b>	2
Résultat opérationnel net avant les charges de dépréciation liées aux prêts et autres provisions relatives au risque de crédit.....	<b>61</b>	84	65	<b>126</b>	170
Charges de dépréciation liées aux prêts et autres provisions relatives au risque de crédit.....	<b>(14)</b>	(26)	(12)	<b>(26)</b>	(57)
Résultat opérationnel net.....	<b>47</b>	58	53	<b>100</b>	113
Total des charges opérationnelles (à l'exclusion des charges de restructuration).....	<b>(20)</b>	(22)	(18)	<b>(38)</b>	(60)
Charges de restructuration.....	–	–	–	–	(34)
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat.....	<b>27</b>	36	35	<b>62</b>	19

### Aperçu

Le bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat a totalisé 27 millions de dollars au deuxième trimestre de 2013, soit 9 millions de dollars, ou 25 %, de moins qu'au trimestre correspondant de 2012 et 8 millions de dollars, ou 23 %, de moins qu'au premier trimestre de 2013. Le bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat a été de 62 millions de dollars pour le semestre clos le 30 juin 2013, ayant augmenté de 43 millions de dollars par rapport à celui de la même période de 2012. En regard de ce qu'il était au trimestre correspondant de l'exercice antérieur et au trimestre précédent, le repli du bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat a découlé de la diminution des produits d'intérêts nets causée par le recul des soldes moyens des prêts par suite de la décision, en mars 2012, de réduire progressivement les activités du secteur du crédit à la consommation au Canada. Dans la première moitié de 2012, des coûts de restructuration de 34 millions de dollars avaient été engagés en lien avec cette décision. Compte non tenu des coûts de restructuration, le bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat a augmenté de 9 millions de dollars par rapport à celui dégagé dans la première moitié de 2012, et ce, en raison essentiellement du recul des charges opérationnelles et des charges de dépréciation liées aux prêts, facteurs dont l'effet a été en partie annulé par le recul des produits d'intérêts nets causé par la diminution des soldes moyens des prêts.

### Rendement financier

Les *produits d'intérêts nets* se sont établis à 49 millions de dollars au deuxième trimestre de 2013, en baisse respectivement de 23 millions de dollars, ou 32 %, et de 3 millions de dollars, ou 6 %, en regard de ce qu'ils étaient pour la période correspondante de 2012 et pour le premier trimestre du présent exercice. Quant aux produits d'intérêts nets du premier semestre de 2013, ils ont été de 101 millions de dollars, affichant une diminution de 44 millions de dollars, ou 30 %, par rapport à la première moitié de 2012. Ces baisses sont principalement attribuables à la diminution des soldes des prêts des clients par suite de la réduction graduelle des activités du secteur.

Les *produits de commissions nets* inscrits au deuxième trimestre de 2013 ont totalisé 9 millions de dollars, ce qui représente un recul de 3 millions de dollars en regard de ceux inscrits au deuxième trimestre de 2012 et une légère baisse par rapport à ceux du premier trimestre de 2013. Les produits de commissions nets ont été de 19 millions de dollars pour le premier semestre de 2013, s'étant contractés de 4 millions de dollars en regard de ceux de la même période il y a un an. Leur diminution a résulté principalement du recul des produits générés par l'assurance-crédit et de la hausse des coûts des récompenses aux détenteurs de cartes de crédit.

Les *charges de dépréciation liées aux prêts et autres provisions relatives au risque de crédit* du deuxième trimestre de 2013 ont été de 14 millions de dollars, s'étant allégées de 12 millions de dollars, ou 46 %, par rapport à celles du deuxième trimestre de 2012, mais ayant légèrement augmenté en regard de celles du premier trimestre de 2013. Pour le premier semestre de 2013, les charges de dépréciation liées aux prêts et autres provisions relatives au risque de crédit se sont établies à 26 millions de dollars, ce qui dénote un recul de 31 millions de dollars, ou 54 %, comparativement à celles de la période correspondante de 2012. Les baisses survenues par rapport aux montants inscrits en 2012 ont découlé d'une diminution des provisions évaluées collectivement en raison du recul de la moyenne des soldes de prêts causé par la réduction progressive des activités du secteur et du nombre moins élevé de cas de défaut.

Le *total des charges opérationnelles (compte non tenu des charges de restructuration)* du deuxième trimestre de 2013 a quelque peu baissé en regard de celui du deuxième trimestre de 2012, mais a légèrement monté par rapport au total du premier trimestre de 2013, s'établissant ainsi à 20 millions de dollars. Quant au total des charges opérationnelles du premier semestre de 2013, il a atteint 38 millions de dollars, pour une diminution de 22 millions de dollars, ou 37 %, par rapport à celui de la période correspondante de l'exercice précédent. Le recul du total des charges opérationnelles comparativement à celui de la première moitié de 2012 est imputable à la compression du personnel et à la diminution des charges relatives aux infrastructures et d'autres frais généraux par suite de la réduction progressive des activités du secteur.

#### Autres

	Trimestre clos le			Semestre clos le	
	<b>30 juin 2013</b> (en millions de dollars)	30 juin 2012 (en millions de dollars)	31 mars 2013 (en millions de dollars)	<b>30 juin 2013</b> (en millions de dollars)	30 juin 2012 (en millions de dollars)
Charges d'intérêts nettes .....	<b>(6)</b>	(9)	(8)	<b>(14)</b>	(15)
Produits de négociation nets .....	<b>6</b>	8	8	<b>14</b>	15
Charge nette liée aux placements financiers désignés comme étant à la juste valeur.....	–	(2)	(3)	<b>(3)</b>	(16)
Autres produits opérationnels .....	<b>8</b>	10	7	<b>15</b>	15
Résultat opérationnel net.....	<b>8</b>	7	4	<b>12</b>	(1)
Total des charges opérationnelles .....	<b>(8)</b>	(4)	(10)	<b>(18)</b>	(24)
Bénéfice/(perte) avant la charge d'impôt sur le résultat.....	–	3	(6)	<b>(6)</b>	(25)

Les activités ou les opérations qui ne se rapportent pas directement aux secteurs d'activité indiqués précédemment sont présentées dans « Autres ». Les principaux éléments inclus dans ce secteur comprennent les profits et pertes liés à l'incidence des variations des écarts de taux sur nos propres débetures subordonnées qui sont désignées comme étant à la juste valeur, ainsi que les produits et charges afférents aux services de technologie de l'information fournis à d'autres sociétés du Groupe HSBC dans des conditions de concurrence normale. Le bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat a été de néant au deuxième trimestre de 2013, comparativement à un bénéfice de 3 millions de dollars au deuxième trimestre de 2012 et à une perte de 6 millions de dollars au premier trimestre de 2013. Pour le premier semestre du présent exercice, une perte avant la charge d'impôt sur le résultat de 6 millions de dollars a été enregistrée, contre une perte de 25 millions de dollars pour la même période de 2012. Les écarts par rapport aux périodes de comparaison s'expliquent surtout par l'incidence des éléments indiqués ci-dessus.

## Rapport de gestion (suite)

### Sommaire trimestriel des comptes consolidés résumés de résultat (non audité)

Le tableau qui suit constitue un sommaire des résultats consolidés trimestriels des huit derniers trimestres.

	Trimestre clos le							
	30 juin 2013 (en millions de dollars)	31 mars 2013 (en millions de dollars)	31 décembre 2012 (en millions de dollars)	30 septembre 2012 (en millions de dollars)	30 juin 2012 (en millions de dollars)	31 mars 2012 (en millions de dollars)	31 décembre 2011 (en millions de dollars)	30 septembre 2011 (en millions de dollars)
Total des produits <sup>1</sup> .....	531	584	526	572	614	681	562	653
Bénéfice de la période.....	130	189	154	180	201	219	132	199
Bénéfice attribuable aux actionnaires ordinaires.....	113	171	137	162	184	201	115	181
Bénéfice attribuable aux détenteurs d'actions privilégiées.....	15	15	15	15	15	15	15	16
Bénéfice attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle.....	2	3	2	3	2	3	2	3
Résultat de base par action ordinaire.....	0,23	0,34	0,27	0,33	0,37	0,40	0,23	0,36

<sup>1</sup> Le total des produits est présenté au poste Résultat opérationnel net avant les charges de dépréciation liées aux prêts et autres provisions relatives au risque de crédit figurant dans le compte consolidé de résultat.

Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Sommaire trimestriel des comptes consolidés résumés de résultat » du Rapport et états financiers annuels 2012 pour obtenir plus de renseignements concernant les tendances trimestrielles des produits et des charges en 2012 et en 2011. Les données correspondantes ont été ajustées de sorte à refléter l'adoption de l'IAS 19 modifiée, *Avantages du personnel*. La rubrique « Changements comptables et changements touchant la présentation » figurant ci-dessous renferme plus de renseignements à ce sujet.

### Principales méthodes comptables et incidence des estimations et de l'exercice du jugement

Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Principales méthodes comptables et incidence des estimations et de l'exercice du jugement » du Rapport et états financiers annuels 2012 pour une description des méthodes comptables qui sont réputées être critiques pour les résultats et la situation financière de la banque, sur le plan de l'importance relative des éléments auxquels s'applique une méthode, ou qui requièrent une grande part de jugement, dont l'utilisation d'hypothèses et d'estimations.

### Changements comptables et changements touchant la présentation

En date du 1<sup>er</sup> janvier 2013, la banque a adopté l'IAS 19, *Avantages du personnel*, et l'a appliquée de façon rétrospective. Le remplacement des charges d'intérêts et du rendement attendu des actifs des régimes par une composante de coût financier comprenant les intérêts nets sur l'actif ou le passif net au titre des prestations définies constitue l'incidence la plus importante pour la banque. Cette composante de coût financier est déterminée en appliquant à l'actif ou au passif net au titre des prestations définies le même taux d'actualisation que celui utilisé pour évaluer l'obligation au titre des prestations définies. L'écart entre le rendement réel des actifs des régimes et le rendement inclus dans la composante de coût financier au compte de résultat est présenté dans les autres éléments du résultat global. Ce changement a pour effet d'accroître la charge de retraite du montant de l'écart entre le rendement prévu actuel des actifs des régimes et leur rendement calculé en appliquant le taux d'actualisation approprié. Cependant, il n'a aucune répercussion sur les actifs des régimes puisque l'écart entre leur rendement attendu et leur rendement réel est constaté par voie de l'état du résultat global et n'a pas non plus d'incidence importante sur les passifs des régimes. De plus, les montants au titre des droits non acquis relatifs à des faits liés aux services passés ne sont plus amortis et constatés au compte de résultat sur la durée d'acquisition des droits, mais sont plutôt comptabilisés intégralement à la date du fait lié aux services passés en tant que montant passé en charges ou crédité au résultat. Il y a lieu de se reporter à la note 2 pour obtenir d'autres renseignements concernant le retraitement des données correspondantes.



En date du 1<sup>er</sup> janvier 2013, la banque a adopté l'IFRS 10, *États financiers consolidés*, (l'« IFRS 10 ») et l'IFRS 12, *Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités*, (l'« IFRS 12 ») et les a appliquées de manière rétrospective. Aux termes de l'IFRS 10, une méthode fondée sur la notion de pouvoir, de variabilité des rendements et des liens qui les unissent doit être employée pour déterminer, et ce, dans le cas de toutes les entités, si un investisseur contrôle une entité émettrice. Cette méthode remplace l'approche antérieure, laquelle mettait l'accent sur le contrôle juridique ou l'exposition aux risques et aux avantages, selon la nature de l'entité. L'IFRS 12 comprend les exigences en matière d'informations à fournir s'appliquant aux filiales et aux entreprises associées et en impose de nouvelles en ce qui a trait aux entités structurées non consolidées. La banque a établi que sa structure de consolidation demeurerait la même aux termes de l'IFRS 10 et, par conséquent, l'adoption de cette norme n'a eu aucune incidence sur ses états financiers consolidés.

En date du 1<sup>er</sup> janvier 2013, la banque a adopté l'IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur*, (l'« IFRS 13 ») et l'a appliquée de manière prospective. L'IFRS 13 intègre, dans une même norme, les directives concernant toutes les évaluations de la juste valeur prescrites ou permises par les IFRS. La norme clarifie la définition de la juste valeur en tant que valeur de sortie, laquelle s'entend du prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation et aux conditions prévalant sur le marché, et étoffe les informations à fournir au sujet de l'évaluation de la juste valeur. L'adoption de l'IFRS 13 n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers consolidés de la banque.

En date du 1<sup>er</sup> janvier 2013, la banque a adopté les changements de l'IAS 1, *Présentation des états financiers*, (l'« IAS 1 ») concernant la présentation des autres éléments du résultat global et les a appliqués de manière rétrospective. En raison de l'adoption de ces changements, les éléments figurant dans l'état consolidé du résultat global sont regroupés selon qu'ils pourront ou ne pourront être reclassés ultérieurement en résultat net.

### **Instrument financiers incluant les arrangements hors bilan**

---

Dans le cours normal de ses activités, la banque fait un usage important d'instruments financiers, ce qui englobe le financement de prêts, l'acquisition de titres et d'autres placements, l'acceptation de dépôts et la conclusion de divers contrats d'instruments dérivés. Ces arrangements sont décrits sous la rubrique « Arrangements hors bilan » du Rapport et des états financiers annuels de 2012. En raison de l'évolution des pratiques du marché par suite de changements d'ordre réglementaire et comptable ainsi que des faits nouveaux touchant l'ensemble du marché, la banque a revu sa méthode d'estimation à l'égard des ajustements d'évaluation créditeurs et débiteurs des dérivés en date du 1<sup>er</sup> janvier 2013. Il y a lieu de se reporter à la note 1 b) iii) pour obtenir plus de renseignements sur les modifications qu'elle y a apportées. Il n'y a pas eu d'autre changement dans le mode de calcul de la juste valeur des instruments financiers depuis le 31 décembre 2012 ni aucune variation importante de la juste valeur des instruments financiers découlant de facteurs autres que les conditions normales de l'économie, du secteur d'activité et du marché. En ce qui concerne les instruments financiers, y compris les dérivés, évalués à l'aide d'importantes données de marché non observables (niveau 3), les hypothèses et méthodes employées dans les modèles de la banque sont constamment revues de sorte à obtenir de meilleures estimations de la juste valeur.

### **Responsabilité de la direction à l'égard de l'information financière**

---

Un cadre de gouvernance financière rigoureux et exhaustif a été instauré à la banque et à ses filiales, tant à l'échelle de la direction que du conseil. Chaque année, se trouve dans le Rapport et états financiers annuels une déclaration signée par le chef de la direction et le chef des finances faisant état de la responsabilité de la direction à l'égard de l'information financière présentée dans le rapport. Des attestations, signées par le chef de la direction et le chef des finances, ont été déposées auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières en mars 2013, soit au dépôt du Rapport et états financiers annuels ainsi que d'autres documents d'information annuels. Dans ces documents et tel que l'exige au Canada le Règlement 52-109 (Attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs), le chef de la direction et le chef des finances attestent de la pertinence de l'information financière présentée dans les documents annuels qui sont déposés, de la conception et de l'efficacité des procédures et contrôles de communication de l'information de même que de la conception et de l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière pour donner une assurance raisonnable concernant la fiabilité de l'information financière produite conformément aux IFRS. Le chef de la direction et le chef des finances de la banque attestent de la pertinence de l'information financière présentée dans les documents intermédiaires déposés auprès des organismes de réglementation du commerce des valeurs mobilières, y compris le présent rapport de gestion et les états financiers consolidés intermédiaires non audités pour le trimestre clos le 30 juin 2013, et certifient être responsables de la conception et de la mise à jour des contrôles et procédures de communication de l'information et du contrôle interne à l'égard de l'information financière pour donner une assurance raisonnable concernant la fiabilité de l'information financière produite conformément aux IFRS. Il n'y a eu aucun changement dans le contrôle interne à l'égard de l'information financière au cours du trimestre clos le 30 juin 2013 qui a eu ou qui pourrait vraisemblablement avoir une incidence importante sur ce contrôle.

## Rapport de gestion (suite)

---

Tout comme dans les trimestres précédents, le comité responsable de l'audit et du risque de la banque a révisé ce document, y compris les états financiers consolidés intermédiaires non audités ci-joints, et l'a approuvé avant sa publication.

Dans le rapport de gestion du Rapport et états financiers annuels 2012 de la banque, que l'on peut consulter sur son site Internet, à l'adresse [www.hsbc.ca](http://www.hsbc.ca), se trouve un rapport complet sur ses activités, ses stratégies et ses objectifs. Les lecteurs sont également invités à visiter ce site pour obtenir des informations financières trimestrielles supplémentaires.

### Transactions entre parties liées

---

Les politiques et pratiques concernant les transactions entre parties liées demeurent les mêmes que celles décrites à la rubrique « Transactions entre parties liées » du Rapport et états financiers annuels 2012. Toutes les transactions entre parties liées continuent d'être tarifées et comptabilisées de la même façon que si elles avaient été effectuées sur un marché libre, sans lien de dépendance ou, en l'absence d'un marché, à leur juste valeur. Ces transactions sont décrites à la note 12 afférente aux états financiers consolidés ci-joints.

### Gestion des risques

---

Toutes les activités commerciales de la banque exigent la mesure, l'évaluation, l'acceptation et la gestion d'un certain niveau de risque ou d'une combinaison de risques. La gestion des risques consiste à déterminer, à analyser, à évaluer et à gérer les facteurs qui pourraient avoir des effets défavorables sur les ressources, les activités, la réputation et les résultats financiers de la banque. Les principales catégories de risques auxquelles la banque est exposée sont notamment le risque lié à la gestion du capital, le risque de crédit, les risques de liquidité et de financement, le risque de marché, le risque lié à la structure et le risque opérationnel. Une analyse des activités de gestion des risques de la banque, tant au chapitre des facteurs quantitatifs que qualitatifs, figure sous la rubrique « Gestion des risques » du Rapport et états financiers annuels de 2012. Aucun changement n'a été apporté aux processus et aucune modification importante des facteurs quantitatifs n'a été effectuée au cours de la première moitié de 2013. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Capital » du présent rapport de gestion pour obtenir plus de renseignements sur le capital réglementaire et les ratios du capital réglementaire.

#### Risque de crédit

Le risque de crédit représente le risque de subir une perte financière si un client ou une contrepartie ne s'acquitte pas de ses obligations contractuelles. Il découle surtout des prêts directs, du financement du commerce international et des activités de crédit-bail, mais provient aussi de certains produits hors bilan comme les garanties et les dérivés de crédit de contrepartie, ainsi que de certaines catégories de titres que nous détenons, plus particulièrement les titres de créance.

#### Diversité du portefeuille de prêts

Il peut y avoir concentration du risque de crédit lorsque la capacité d'un groupe d'emprunteurs ou de contreparties de s'acquitter de leurs obligations contractuelles peut être touchée de la même façon par des événements externes. Par exemple, il peut être question de concentration du risque de crédit si plusieurs contreparties sont établies dans la même région, font partie du même secteur d'activité ou sont soumises aux mêmes conditions de marché. La banque accorde par conséquent une grande importance à la diversification du risque de crédit.

En évaluant et en surveillant le risque de crédit, nous regroupons les expositions par type de produit, secteur d'activité et zone géographique. Une exposition est évaluée en tant qu'exposition en cas de défaut (« ECD »), telle qu'elle est définie dans les normes en matière de suffisance du capital de Bâle III (au 31 décembre 2012 : selon la définition qui en est donnée dans les normes en matière de suffisance du capital du Nouvel accord de Bâle), ce qui représente le montant de la perte que la banque risque de subir en cas de défaut d'un client.

Les tableaux qui suivent illustrent la diversification de nos portefeuilles de prêts par type de produit.

*Portefeuilles de prêts par type de produit*

	<b>Exposition en cas de défaut Au 30 juin 2013 (en millions de dollars)</b>	Exposition en cas de défaut Au 31 décembre 2012 (en millions de dollars)
<b>Portefeuilles de prêts de gros</b>		
États		
Montants utilisés .....	20 326	20 083
Engagements inutilisés.....	37	29
Dérivés.....	78	79
	<b>20 441</b>	20 191
Banques		
Montants utilisés .....	3 102	3 591
Transactions de type rachat .....	37	37
Dérivés.....	2 320	2 127
Autres expositions hors bilan .....	439	347
	<b>5 898</b>	6 102
Sociétés		
Montants utilisés .....	26 926	26 330
Engagements inutilisés.....	10 699	11 124
Transactions de type rachat .....	272	131
Dérivés.....	1 244	1 070
Autres expositions hors bilan .....	2 610	2 277
	<b>41 751</b>	40 932
Total des portefeuilles de prêts de gros .....	<b>68 090</b>	67 225
<b>Portefeuilles de prêts de détail</b>		
Prêts hypothécaires résidentiels .....	17 372	17 850
Marges de crédit hypothécaire .....	5 195	5 543
Facilités de crédit personnel renouvelables non garanties .....	1 087	1 127
Autres facilités de crédit personnel .....	2 749	2 827
Autres facilités de crédit aux PME.....	698	746
Portefeuilles de prêts à la consommation .....	1 819	2 276
Total des portefeuilles de prêts de détail .....	<b>28 920</b>	30 369
Exposition totale des portefeuilles de prêts .....	<b>97 010</b>	97 594

**Qualité du crédit des actifs financiers**

Au 30 juin 2013, la qualité du crédit des actifs financiers était, dans l'ensemble, pour ainsi dire la même qu'au 31 décembre 2012. L'augmentation des actifs financiers dépréciés a résulté principalement d'une perte de valeur spécifique associée à des clients des secteurs de l'énergie et de l'immobilier au deuxième trimestre de 2013.

**Actifs financiers dépréciés et évalués au coût amorti**

Le tableau suivant indique la valeur comptable des actifs financiers dépréciés et évalués au coût amorti ainsi que le compte de correction de valeur et la provision pour pertes de crédit connexes.

## Rapport de gestion (suite)

	Au 30 juin 2013 (en millions de dollars)	Au 31 décembre 2012 (en millions de dollars)
Actifs financiers dépréciés et évalués au coût amorti .....	<b>764</b>	858
Compte de correction de valeur évalué individuellement pour pertes de crédit.....	<b>241</b>	202
Compte de correction de valeur évalué collectivement pour pertes de crédit .....	<b>205</b>	217
Compte de correction de valeur des actifs financiers inscrits au bilan au coût amorti <sup>1</sup> .....	<b>446</b>	419
Provision pour pertes de crédit sur les expositions au risque de crédit hors bilan <sup>2</sup> .....	<b>70</b>	80
Comptes de correction de valeur et provision pour pertes de crédit .....	<b>516</b>	499
Actifs financiers dépréciés et évalués au coût amorti, montant net .....	<b>248</b>	359
Comptes de correction de valeur et provision pour pertes de crédit, en pourcentage des actifs financiers dépréciés et évalués au coût amorti.....	<b>67,6 %</b>	58,1 %

1 *Pris en compte au poste Prêts et avances à des clients dans l'état consolidé de la situation financière.*

2 *Prise en compte au poste Autres passifs dans l'état consolidé de la situation financière.*

### Comptes de correction de valeur et provisions pour pertes de crédit

Le tableau suivant indique les variations des soldes de comptes de correction de valeur et provisions pour pertes de crédit.

	Semestre clos le 30 juin 2013			Semestre clos le 30 juin 2012		
	Clients évalués individuellement (en millions de dollars)	Clients évalués collectivement (en millions de dollars)	Total (en millions de dollars)	Clients évalués individuellement (en millions de dollars)	Clients évalués collectivement (en millions de dollars)	Total (en millions de dollars)
Solde à l'ouverture de la période.....	202	297	499	208	329	537
Variations						
Prêts et avances sortis du bilan.....	(62)	(52)	(114)	(52)	(59)	(111)
Montant passé en charges au compte de résultat.....	110	30	140	41	66	107
Intérêts comptabilisés sur les prêts et avances douteux .....	(9)	-	(9)	(8)	-	(8)
Solde à la clôture de la période .....	<b>241</b>	<b>275</b>	<b>516</b>	<b>189</b>	<b>336</b>	<b>525</b>

### Couverture par les comptes de correction de valeur évalués collectivement

	Trimestre clos le	
	30 juin 2013 %	31 décembre 2012 %
En pourcentage du total des prêts aux clients (avant les comptes de correction de valeur pour pertes de crédit) .....	<b>0,61</b>	0,64
En pourcentage des actifs pondérés en fonction des risques.....	<b>0,75</b>	0,81

### Risques de liquidité et de financement

Le risque de liquidité désigne le risque que la banque ne dispose pas des ressources financières lui permettant de faire face à ses engagements lorsqu'ils deviennent exigibles ou qu'elle soit obligée d'obtenir de telles ressources à un coût excessif. Ce risque découle de décalages entre les flux de trésorerie entrants et sortants. Le risque de financement, qui est une forme de risque de liquidité, découle du fait que les fonds nécessaires pour financer des positions illiquides ne peuvent être obtenus aux conditions prévues et au moment requis.

### Actifs liquides

Les actifs liquides de la banque sont classés selon leur valeur de liquidité conformément aux politiques établies pour le Groupe. Les actifs liquides de niveau 1 comprennent les titres de créance du gouvernement fédéral, les titres de créance garantis par le gouvernement fédéral, les titres de créance de haute qualité émis par des gouvernements étrangers et les titres de créance émis par des gouvernements provinciaux et dont la cote de crédit est d'au moins AA-. Quant aux actifs liquides de niveau 2, ils comprennent les titres de créance émis par des gouvernements provinciaux et dotés d'une cote de crédit de A+ ou d'une cote inférieure ainsi que les titres de créance garantis par un gouvernement provincial. Tous les actifs compris dans le portefeuille d'actifs liquides sont « non grevés ».

Le tableau qui suit indique la valeur estimée du total des actifs liquides de la banque.

	<b>Au 30 juin 2013 (en millions de dollars)</b>	Au 31 décembre 2012 (en millions de dollars)
Niveau 1.....	<b>16 338</b>	15 955
Niveau 2.....	<b>3 476</b>	3 280
	<b>19 814</b>	19 235

### Risque de marché

Le risque de marché s'entend du risque que notre résultat ou la valeur de nos portefeuilles soit réduit par suite de fluctuations des facteurs de risque de marché, notamment les taux de change, les prix des marchandises, les taux d'intérêt, les écarts de taux et les cours des actions.

### Valeur à risque (« VaR »)

La VaR relève d'une technique qui permet d'évaluer, pour une période définie et selon un intervalle de confiance donné, les pertes que la banque pourrait subir sur ses positions à risque si les taux et les cours du marché fluctuaient. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Risque de marché » du Rapport et états financiers annuels 2012 pour obtenir plus de renseignements sur le mode de calcul de la VaR.

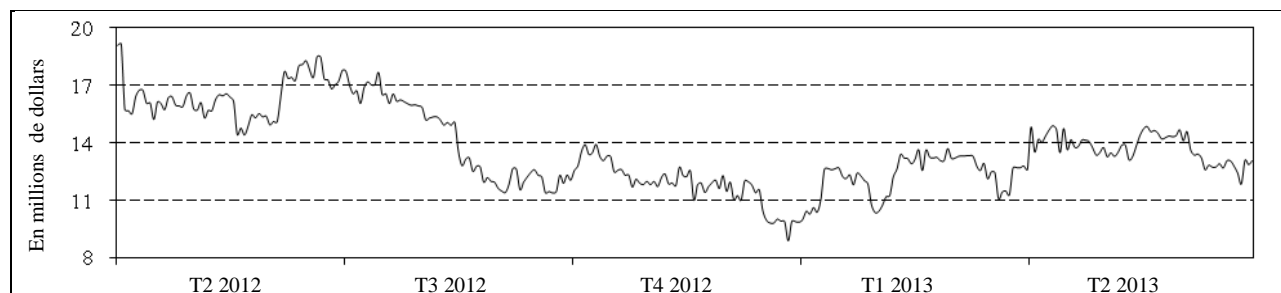
En 2010, la politique du Groupe HSBC en matière de calcul de la VaR a été élargie de sorte à y inclure la VaR de crédit spécifique (la « VaRCS ») associée aux positions de négociation. La VaRCS représente le risque de marché résiduel qui est propre à un émetteur donné et qui est ignoré dans la VaR de crédit établie à partir de modèles de simulation historique. En date du 1<sup>er</sup> janvier 2013, la banque a commencé à prendre en compte la VaRCS dans les informations sur la VaR figurant dans le tableau et le graphique ci-dessous.

La VaR indiquée dans ce tableau et ce graphique représente la VaR globale de la banque eu égard aux instruments financiers détenus à des fins de transaction ou à d'autres fins, et elle respecte les limites de la banque.

	Trimestre clos le	
	<b>30 juin 2013 (en millions de dollars)</b>	31 décembre 2012 (en millions de dollars)
À la clôture du trimestre.....	<b>13</b>	10
Moyenne.....	<b>14</b>	12
Minimum.....	<b>12</b>	9
Maximum.....	<b>15</b>	14

## Rapport de gestion (suite)

### VaR quotidienne



### Sujet d'intérêt particulier : Expositions au risque en Europe

L'exposition de la banque au risque en Europe et, plus particulièrement, dans la zone euro, demeure dans les limites de sa tolérance générale au risque. Les expositions dans la zone euro ont augmenté de 230 millions de dollars par rapport à celles au 31 décembre 2012 en raison d'une hausse de 167 millions de dollars des expositions dans les pays centraux et autres pays de la zone euro et d'une augmentation de 63 millions de dollars des expositions dans des pays périphériques. Celle-ci s'explique par la montée des expositions à des institutions financières en Espagne, dont une tranche de 37 millions de dollars à d'autres sociétés affiliées du Groupe HSBC. Quant aux expositions dans d'autres pays européens hors de la zone euro, elles ont fléchi de 186 millions de dollars en raison surtout de baisses respectives de 168 millions de dollars et de 81 millions de dollars des expositions en Suisse et au Royaume-Uni. Ces baisses ont été en partie compensées par une hausse de 62 millions de dollars des expositions à des institutions financières en Suède.

### Expositions dans des pays de la zone euro

	Au 30 juin 2013				Au 31 décembre 2012			
	Sociétés (en millions de dollars)	Institutions financières <sup>1</sup> (en millions de dollars)	États (en millions de dollars)	Total (en millions de dollars)	Sociétés (en millions de dollars)	Institutions financières <sup>1</sup> (en millions de dollars)	États (en millions de dollars)	Total (en millions de dollars)
<b>Pays centraux</b>								
Allemagne.....	–	503	–	503	–	326	–	326
France.....	–	221	207	428	–	316	156	472
Total pour les pays centraux.....	–	724	207	931	–	642	156	798
<b>Pays périphériques</b>								
Italie.....	–	24	–	24	–	12	–	12
Portugal.....	–	1	–	1	–	1	–	1
Espagne.....	–	59	–	59	–	8	–	8
Total pour les pays périphériques	–	84	–	84	–	21	–	21
Belgique.....	–	93	–	93	–	98	–	98
Luxembourg.....	37	2	–	39	–	–	–	–
<b>Total.....</b>	<b>37</b>	<b>903</b>	<b>207</b>	<b>1 147</b>	<b>–</b>	<b>761</b>	<b>156</b>	<b>917</b>

1 Les expositions à des institutions financières comprennent celles à d'autres sociétés affiliées du Groupe HSBC totalisant 3 millions de dollars en Allemagne, 13 millions de dollars en France et 37 millions de dollars en Espagne (3 millions de dollars en Allemagne, 8 millions de dollars en France et 7 millions de dollars en Espagne au 31 décembre 2012).

Expositions dans d'autres pays européens hors de la zone euro

	Au 30 juin 2013				Au 31 décembre 2012			
	Sociétés (en millions de dollars)	Institutions financières <sup>1</sup> (en millions de dollars)	États (en millions de dollars)	Total (en millions de dollars)	Sociétés (en millions de dollars)	Institutions financières <sup>1</sup> (en millions de dollars)	États (en millions de dollars)	Total (en millions de dollars)
Bulgarie .....	–	1	–	1	–	–	–	–
Suède .....	–	100	–	100	–	38	–	38
Suisse .....	–	5	388	393	75	–	486	561
Royaume-Uni .....	13	966	–	979	8	1 052	–	1 060
<b>Total</b> .....	<b>13</b>	<b>1 072</b>	<b>388</b>	<b>1 473</b>	<b>83</b>	<b>1 090</b>	<b>486</b>	<b>1 659</b>

1 Les expositions à des institutions financières comprennent celles à d'autres sociétés affiliées du Groupe HSBC totalisant 856 millions de dollars au Royaume-Uni (928 millions de dollars au 31 décembre 2012).

## Capital

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013, la banque calcule ses ratios du capital réglementaire en accord avec les lignes directrices énoncées par le BSIF, conformément aux normes en matière de suffisance du capital de Bâle III. Les données correspondantes sont présentées en fonction des lignes directrices émises par le BSIF conformément aux normes en matière de suffisance du capital du Nouvel accord de Bâle et ne sont donc pas comparables.

Les normes en matière de suffisance du capital de Bâle III modifient grandement la définition du capital réglementaire et imposent une nouvelle exigence selon laquelle la totalité du capital réglementaire doit pouvoir absorber les pertes en cas de faillite d'une institution financière. Les instruments de capitaux propres qui ont été émis avant l'adoption de ces normes et qui ne respectent pas les nouvelles exigences seront graduellement éliminés du capital réglementaire sur une période de dix ans allant de 2013 à 2022. En outre, aux fins du calcul des capitaux propres ordinaires de catégorie 1, certains autres ajustements réglementaires dont ceux ayant trait au goodwill, aux immobilisations incorporelles, aux actifs des régimes de retraite et aux actifs d'impôt différé, seront apportés progressivement sur une période de cinq ans, soit de 2014 à 2018. De plus, ces normes précisent que ce sont les capitaux propres ordinaires qui constituent la principale composante du capital de catégorie 1, ce qui se traduit par l'ajout d'un ratio minimal des capitaux propres ordinaires aux actifs pondérés en fonction des risques (le « ratio CET1 »). En outre, aux termes des règles de Bâle III, une réserve de conservation du capital doit être instaurée, laquelle peut servir en période de crise, tout comme doit l'être une réserve contracyclique.

Aux termes de lignes directrices émises en décembre 2012, le BSIF exige un ratio CET1 minimal de 7,0 % depuis le premier trimestre de 2013 ainsi qu'un ratio du capital de catégorie 1 total de 8,5 % et un ratio du capital total de 10,5 % d'ici le premier trimestre de 2014, selon une formule de calcul « tout compris ». Cette formule englobe tous les ajustements réglementaires qui devront être apportés d'ici 2018, mais continue d'autoriser l'élimination graduelle des instruments de capitaux propres non admissibles.

### Capital réglementaire

Le capital réglementaire de la banque et ses actifs pondérés en fonction des risques sont comme suit.

	Bâle III, formule « tout compris » 30 juin 2013 (en millions de dollars)	Nouvel accord de Bâle 31 décembre 2012 (en millions de dollars)
Capitaux propres ordinaires de catégorie 1 .....	3 935	s.o.
Capital de catégorie 1 supplémentaire .....	1 032	s.o.
Capital de catégorie 1 .....	4 967	5 053
Capital de catégorie 2 .....	698	823
Total du capital disponible à des fins réglementaires .....	5 665	5 876
Total des actifs pondérés en fonction des risques .....	36 467	36 668

## Rapport de gestion (suite)

### Ratios du capital réglementaire

Au cours du semestre clos le 30 juin 2013, la banque a respecté les seuils imposés à l'égard des ratios du capital réglementaire.

Ce qui suit indique les ratios du capital réglementaire réels de la banque et les seuils à l'égard de ce capital.

	<b>Bâle III, formule « tout compris » 30 juin 2013</b>	Nouvel accord de Bâle 31 décembre 2012
<b>Ratios du capital réglementaire réels</b>		
Ratio des capitaux propres ordinaires de catégorie 1 .....	<b>10,8 %</b>	s.o.
Ratio du capital de catégorie 1 .....	<b>13,6 %</b>	13,8 %
Ratio du capital total.....	<b>15,5 %</b>	16,0 %
Ratio actifs/fonds propres – réel .....	<b>14,5 x</b>	13,1 x
<b>Seuils imposés à l'égard des ratios du capital réglementaire</b>		
Ratio des capitaux propres ordinaires de catégorie 1 minimal .....	<b>7,0 %</b>	s.o.
Ratio du capital de catégorie 1 minimal <sup>1</sup> .....	<b>8,5 %</b>	7,0 %
Ratio du capital total minimal <sup>1</sup> .....	<b>10,5 %</b>	10,0 %
Ratio actifs/fonds propres – maximal.....	<b>20,0 x</b>	20,0 x

<sup>1</sup> Les seuils seront en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014.



## Autres informations

### Renseignements à l'intention des actionnaires

#### ADRESSES DES BUREAUX PRINCIPAUX :

##### Vancouver :

Banque HSBC Canada  
885 West Georgia Street  
Vancouver (Colombie-Britannique)  
Canada V6C 3E9  
Tél. : 604-685-1000  
Télééc. : 604-641-3098

##### Toronto :

Banque HSBC Canada  
70 York Street  
Toronto (Ontario)  
Canada M5J 1S9  
Tél. : 416-868-8000  
Télééc. : 416-868-3800

#### DEMANDES DES MÉDIAS :

Toronto (en anglais) 416-868-3878  
Toronto (en français) 416-868-8282

#### ADRESSE INTERNET :

www.hsbc.ca

#### AUTRES RENSEIGNEMENTS :

Les documents d'information continue de la banque, y compris ses documents intermédiaires et annuels, sont disponibles sur son site et sur celui des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, au www.sedar.com.

#### LES TITRES DE LA BANQUE HSBC CANADA SONT INSCRITS À LA BOURSE DE TORONTO :

Banque HSBC Canada  
Actions privilégiées de catégorie 1, Série C (HSB.PR.C)  
Actions privilégiées de catégorie 1, Série D (HSB.PR.D)  
Actions privilégiées de catégorie 1, Série E (HSB.PR.E)

#### PERSONNES-RESSOURCES :

Les actionnaires doivent aviser notre agent des transferts, Services aux investisseurs Computershare Inc., par écrit, de tout changement d'adresse.

Pour toute demande de renseignements, les actionnaires doivent s'adresser au service des Relations avec les actionnaires, par écrit :

Banque HSBC Canada  
Shareholder Relations – Finance Department  
4<sup>th</sup> Floor  
2910 Virtual Way  
Vancouver (Colombie-Britannique)  
Canada V5M 0B2

#### Service des relations avec les actionnaires :

Chris Young 604-642-4389  
Harry Krentz 604-641-1013

#### AGENT DES TRANSFERTS ET AGENT COMPTABLE DES REGISTRES :

Services aux investisseurs Computershare Inc.  
Shareholder Service Department  
9<sup>th</sup> Floor, 100 University Avenue  
Toronto (Ontario)  
Canada M5J 2Y1  
Tél. : 1-800-564-6253

#### DATES D'INSCRIPTION ET DE VERSEMENT DES DIVIDENDES :

Les dates d'inscription et de versement des dividendes sur les actions privilégiées de la banque, sous réserve de l'approbation du conseil d'administration, sont les suivantes :

2013	
Date d'inscription	Date de versement
13 septembre	30 septembre
13 décembre	31 décembre

2014	
Date d'inscription	Date de versement
14 mars	31 mars
13 juin	30 juin

Les dates de distribution se rapportant aux titres HSBC HaTS sont le 30 juin et le 31 décembre.

### Cotes de crédit

Standard & Poor's (« S&P ») et DBRS® attribuent des cotes de crédit à notre dette et à nos titres. Les cotes sont établies suivant une méthode de classement normale propre à chacune des deux agences, selon le type de dette ou de titre.

Nos cotes de crédit influent sur notre capacité à obtenir du financement de gros à des conditions avantageuses. Nos cotes de première qualité ont été confirmées par S&P en décembre 2012 et abaissées d'un cran par DBRS® en février 2013 concurrentement à des mesures similaires visant les cotes de notre société mère ultime, HSBC Holdings. Nos cotes de première qualité se comparent à celles attribuées aux banques canadiennes.

Nos cotes sont les suivantes :

	S&P	DBRS®
Instruments à court terme.....	A-1+	R-1 (moyen)
Dépôts et dette de premier rang.....	AA-	AA (bas)
Dette subordonnée.....	A	A (haut)
Actions privilégiées.....	P-1 (bas) <sup>1</sup>	Pfd-2
Titres de la Fiducie d'actifs HSBC Canada (« HSBC HaTS <sup>MC</sup> »).....	P-1 (bas) <sup>1</sup>	BBB (haut)

1 Selon l'échelle s'appliquant aux actions privilégiées canadiennes définie par S&P. Les cotes correspondent à A- selon l'échelle que S&P a établie pour les actions privilégiées internationales.

## Actions et titres en circulation

	Au 30 juillet 2013		
	Dividende ou distribution <sup>1</sup>	Nombre d'actions et de titres émis	Valeur comptable
	(en dollars par action ou par titre)	(en milliers)	(en millions de dollars)
Actions ordinaires			
Banque HSBC Canada .....		498 668	<u>1 225</u>
Actions privilégiées de catégorie 1			
- Série C .....	0,31875	7 000	175
- Série D .....	0,3125	7 000	175
- Série E.....	0,4125	10 000	250
Actions privilégiées de catégorie 2			
- Série B .....	0,0775	86 450	<u>346</u>
			<u>946</u>
Titres de la Fiducie d'actifs HSBC Canada (« HSBC HaTS <sup>MC</sup> ») <sup>2</sup>			
- Série 2015 .....	25,75		<u>200</u>

1 Les dividendes en trésorerie sur les actions privilégiées sont non cumulatifs et sont payables trimestriellement. Les distributions en trésorerie sur les HSBC HaTS<sup>MC</sup> sont non cumulatives et sont payables semestriellement.

2 Inscrits à l'état consolidé de la situation financière dans les participations ne donnant pas le contrôle.

Au cours du deuxième trimestre de 2013, la banque a déclaré et versé des dividendes d'un montant de 90 millions de dollars sur les actions ordinaires de la Banque HSBC Canada, ce qui représente une augmentation de 8 millions de dollars par rapport à ceux de la période correspondante de 2012. La banque a déclaré et versé des dividendes d'un montant de 180 millions de dollars sur ses actions ordinaires au cours de la première moitié de 2013, ce qui correspond à 15 millions de dollars de plus qu'à la même période de 2012.

Les dividendes trimestriels réguliers suivants ont été déclarés : 31,875 cents par action sur les actions privilégiées de catégorie 1, série C; 31,25 cents par action sur les actions privilégiées de catégorie 1, série D; 41,25 cents par action sur les actions privilégiées de catégorie 1, série E; et 7,75 cents par action sur les actions privilégiées de catégorie 2, série B, de la Banque HSBC Canada. Les dividendes seront versés le 30 septembre 2013 aux actionnaires inscrits le 13 septembre 2013.

### Mise en garde concernant les énoncés prospectifs

Le présent document contient des énoncés prospectifs, dont des énoncés concernant les activités de la Banque HSBC Canada et les actions qu'elle prévoit poser. Ces énoncés peuvent être reconnus par le fait qu'ils ne sont pas formellement liés à des faits passés ou actuels. En outre, ils comportent souvent des mots ou des expressions comme « s'attendre à », « estimer », « prévoir », « projeter », « avoir l'intention de », « planifier », « être d'avis que » et d'autres mots ou expressions similaires relatifs aux exposés sur son rendement financier et opérationnel futur. Par leur nature même, ces énoncés nous amènent à poser plusieurs hypothèses et comportent un certain nombre de risques inhérents et d'incertitudes qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent grandement des résultats prévus. Nous vous recommandons de ne pas vous fier indûment à ces énoncés car nos résultats réels pourraient différer de façon significative des attentes exprimées dans les énoncés prospectifs en raison d'un certain nombre de facteurs de risque. Parmi ces facteurs, dont plusieurs sont indépendants de notre volonté et dont les effets sont difficiles à prévoir, figurent le risque lié à la gestion du capital, le risque de crédit, les risques de liquidité et de financement, le risque de marché, le risque lié à la structure et le risque opérationnel. Ces facteurs de risque sont tous décrits sous la rubrique « Gestion des risques » du rapport de gestion figurant dans notre Rapport et états financiers annuels 2012. Parmi les autres facteurs de risque, citons l'incidence des changements apportés aux lois et aux règlements, y compris ceux ayant trait à la loi intitulée *Dodd-Frank Wall Street Reform and Consumer Protection Act* et aux règlements édictés et qui seront édictés aux termes de cette loi, aux normes mondiales du Comité de Bâle sur la supervision bancaire liées à la réforme visant le capital et les liquidités et à la réforme concernant les dérivés hors cote au Canada; les changements d'ordre technologique et les mesures de protection; l'évolution des marchés financiers internationaux; l'effet des modifications aux politiques monétaires et économiques des gouvernements; les fluctuations des taux d'intérêt; les taux d'inflation; et la conjoncture commerciale et économique générale prévalant sur les marchés au Canada et dans les régions où la banque exerce ses activités. L'industrie bancaire canadienne est un milieu très concurrentiel et des pressions sur notre marge nette d'intérêts peuvent être dues aux mesures prises individuellement par les banques ou d'autres institutions financières. Les fluctuations économiques peuvent également influencer les marchés boursiers et des changes et, par conséquent, nos revenus. Veuillez noter que la liste de facteurs de risque énumérés ci-dessus n'est pas exhaustive et que d'autres incertitudes et des facteurs de risque éventuels qui n'y ont pas été indiqués pourraient également avoir des répercussions négatives sur la situation et les résultats financiers de la banque. Tout énoncé prospectif contenu dans le présent document n'est valable qu'à la date de ce dernier. La banque n'est nullement tenue, et rejette expressément une telle obligation, de mettre à jour ou de modifier les énoncés prospectifs et les hypothèses, que ce soit en raison de renseignements nouveaux, d'événements futurs ou autrement, sauf si les lois sur les valeurs mobilières applicables l'exigent.

## États financiers et notes du deuxième trimestre de 2013 (non audité)

---

### Table des matières

#### États financiers (non audité)

---

26	Compte consolidé de résultat
27	État consolidé du résultat global
28	État consolidé de la situation financière
29	Tableau consolidé des flux de trésorerie
30	État consolidé des variations des capitaux propres

#### Notes afférentes aux états financiers (non audité)

---

32	Note 1	Base d'établissement
33	Note 2	Résumé des principales méthodes comptables et méthodes comptables critiques
35	Note 3	Rémunération et avantages du personnel
35	Note 4	Actifs détenus à des fins de transaction
36	Note 5	Dérivés
38	Note 6	Placements financiers
38	Note 7	Passifs détenus à des fins de transaction
38	Note 8	Passifs financiers désignés comme étant à la juste valeur
39	Note 9	Note afférente au tableau des flux de trésorerie
40	Note 10	Passifs éventuels, engagements contractuels et garanties
41	Note 11	Analyse sectorielle
45	Note 12	Transactions entre parties liées
45	Note 13	Juste valeur des instruments financiers
47	Note 14	Événements postérieurs à la date de clôture

## États financiers (non audité)

## Compte consolidé de résultat

	Trimestre clos le			Semestre clos le	
	30 juin 2013 (en millions de dollars)	30 juin 2012 (en millions de dollars)	31 mars 2013 (en millions de dollars)	30 juin 2013 (en millions de dollars)	30 juin 2012 (en millions de dollars)
Produits d'intérêts.....	534	565	517	1 051	1 151
Charges d'intérêts.....	(194)	(193)	(181)	(375)	(381)
Produits d'intérêts nets.....	340	372	336	676	770
Produits de commissions.....	181	168	166	347	336
Charges de commissions.....	(27)	(21)	(20)	(47)	(46)
Produits de commissions nets.....	154	147	146	300	290
Produits de négociation, à l'exclusion des produits d'intérêts nets.....	33	39	47	80	71
Produits d'intérêts nets sur les activités de négociation.....	12	8	10	22	16
Produits de négociation nets.....	45	47	57	102	87
Charge nette liée aux instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur.....	–	(2)	(3)	(3)	(16)
Profits diminués des pertes liés aux placements financiers.....	15	28	35	50	45
Autres produits/(charges) opérationnel(le)s.....	(23)	22	13	(10)	35
Profit sur la vente de la division des services de courtage de plein exercice de détail.....	–	–	–	–	84
<b>Résultat opérationnel net avant les charges de dépréciation liées aux prêts et autres provisions relatives au risque de crédit.....</b>	<b>531</b>	<b>614</b>	<b>584</b>	<b>1 115</b>	<b>1 295</b>
Charges de dépréciation liées aux prêts et autres provisions relatives au risque de crédit.....	(84)	(59)	(56)	(140)	(107)
<b>Résultat opérationnel net.....</b>	<b>447</b>	<b>555</b>	<b>528</b>	<b>975</b>	<b>1 188</b>
Rémunération et avantages du personnel.....	(158)	(167)	(156)	(314)	(358)
Charges générales et administratives.....	(96)	(99)	(95)	(191)	(204)
Amortissement des immobilisations corporelles.....	(8)	(8)	(9)	(17)	(17)
Amortissement et perte de valeur des immobilisations incorporelles.....	(4)	(5)	(3)	(7)	(8)
Charges de restructuration.....	–	–	–	–	(36)
<b>Total des charges opérationnelles.....</b>	<b>(266)</b>	<b>(279)</b>	<b>(263)</b>	<b>(529)</b>	<b>(623)</b>
<b>Bénéfice opérationnel.....</b>	<b>181</b>	<b>276</b>	<b>265</b>	<b>446</b>	<b>565</b>
Quote-part du bénéfice des entreprises associées.....	1	1	4	5	2
<b>Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat.....</b>	<b>182</b>	<b>277</b>	<b>269</b>	<b>451</b>	<b>567</b>
Charge d'impôt sur le résultat.....	(52)	(76)	(80)	(132)	(147)
<b>Bénéfice de la période.....</b>	<b>130</b>	<b>201</b>	<b>189</b>	<b>319</b>	<b>420</b>
Bénéfice attribuable aux actionnaires ordinaires.....	113	184	171	284	385
Bénéfice attribuable aux détenteurs d'actions privilégiées.....	15	15	15	30	30
Bénéfice attribuable aux actionnaires.....	128	199	186	314	415
Bénéfice attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle.....	2	2	3	5	5
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en milliers).....	498 688	498 668	498 668	498 668	498 668
Résultat de base par action ordinaire.....	0,23 \$	0,37 \$	0,34 \$	0,57 \$	0,77 \$

Les notes complémentaires, aux pages 32 à 47, et les rubriques « Gestion des risques » et « Capital » du rapport de gestion, aux pages 16 à 23, font partie intégrante des présents états financiers.

## État consolidé du résultat global

	Trimestre clos le			Semestre clos le	
	<b>30 juin 2013</b> (en millions de dollars)	30 juin 2012 (en millions de dollars)	31 mars 2013 (en millions de dollars)	<b>30 juin 2013</b> (en millions de dollars)	30 juin 2012 (en millions de dollars)
Bénéfice de la période .....	<b>130</b>	201	189	<b>319</b>	420
<b>Autres éléments du résultat global</b>					
Placements disponibles à la vente <sup>1)</sup> .....	<b>(89)</b>	21	(3)	<b>(92)</b>	4
– Profits/(pertes) sur la juste valeur .....	<b>(104)</b>	68	33	<b>(71)</b>	57
– Profits sur la juste valeur transférés au compte de résultat sur la sortie.....	<b>(15)</b>	(28)	(35)	<b>(50)</b>	(45)
– Impôt sur le résultat.....	<b>30</b>	(19)	(1)	<b>29</b>	(8)
Couvertures de flux de trésorerie <sup>1)</sup> .....	<b>(86)</b>	27	(2)	<b>(88)</b>	(79)
– Profits/(pertes) sur la juste valeur .....	<b>(78)</b>	111	121	<b>43</b>	4
– Profits/(pertes) sur la juste valeur transférés au compte de résultat .....	<b>(37)</b>	(88)	(124)	<b>(161)</b>	(131)
– Impôt sur le résultat.....	<b>29</b>	4	1	<b>30</b>	48
Pertes actuarielles au titre des régimes à prestations définies <sup>2)</sup> .....	<b>8</b>	(11)	(4)	<b>4</b>	(38)
– Avant l'impôt sur le résultat .....	<b>7</b>	(15)	(5)	<b>2</b>	(51)
– Impôt sur le résultat.....	<b>1</b>	4	1	<b>2</b>	13
Autres éléments du résultat global pour la période, après impôt.....	<b>(167)</b>	37	(9)	<b>(176)</b>	(113)
Résultat global total pour la période .....	<b>(37)</b>	238	180	<b>143</b>	307
Résultat global total pour la période attribuable aux :					
– Actionnaires .....	<b>(39)</b>	236	177	<b>138</b>	302
– Participations ne donnant pas le contrôle.....	<b>2</b>	2	3	<b>5</b>	5
	<b>(37)</b>	238	180	<b>143</b>	307

1) Autres éléments du résultat global qui peuvent être reclassés en résultat net.

2) Autres éléments du résultat global qui ne peuvent être reclassés en résultat net.

Les notes complémentaires, aux pages 32 à 47, et les rubriques « Gestion des risques » et « Capital » du rapport de gestion, aux pages 16 à 23, font partie intégrante des présents états financiers.

## États financiers (non audité) (suite)

### État consolidé de la situation financière

	Notes	<b>30 juin 2013 (en millions de dollars)</b>	30 juin 2012 (en millions de dollars)	31 décembre 2012 (en millions de dollars)
<b>ACTIFS</b>				
Trésorerie et soldes détenus dans la banque centrale .....		66	70	56
Effets en cours de compensation auprès d'autres banques .....		110	142	90
Actifs détenus à des fins de transaction.....	4	7 522	6 009	5 272
Dérivés.....	5	2 096	2 158	1 810
Prêts et avances à des banques.....		3 656	1 919	1 480
Prêts et avances à des clients.....		44 946	46 126	45 572
Placements financiers .....	6	19 841	20 105	20 410
Autres actifs.....		891	668	911
Paiements anticipés et produits à recevoir.....		218	240	165
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations.....		4 785	4 459	4 737
Immobilisations corporelles.....		137	128	140
Goodwill et immobilisations incorporelles .....		70	75	71
Total des actifs.....		<b>84 338</b>	<b>82 099</b>	<b>80 714</b>
<b>PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES</b>				
<b>Passifs</b>				
Dépôts effectués par des banques .....		1 579	1 747	2 173
Comptes des clients .....		49 505	47 097	48 304
Effets en transit vers d'autres banques .....		149	374	71
Passifs détenus à des fins de transaction .....	7	4 241	3 280	2 672
Passifs financiers désignés comme étant à la juste valeur .....	8	428	1 011	436
Dérivés.....	5	1 737	1 730	1 415
Titres de créance émis.....		13 240	13 961	11 980
Autres passifs.....		2 259	1 964	2 389
Acceptations .....		4 785	4 459	4 737
Charges à payer et produits différés .....		487	504	528
Passifs au titre des prestations de retraite.....		295	320	309
Créances subordonnées.....		329	326	324
Total des passifs.....		<b>79 034</b>	<b>76 773</b>	<b>75 338</b>
<b>Capitaux propres</b>				
Actions privilégiées .....		946	946	946
Actions ordinaires.....		1 225	1 225	1 225
Autres réserves .....		101	364	281
Résultats non distribués .....		2 802	2 561	2 694
Total des capitaux propres attribuables aux actionnaires .....		5 074	5 096	5 146
Participations ne donnant pas le contrôle.....		230	230	230
Total des capitaux propres .....		<b>5 304</b>	<b>5 326</b>	<b>5 376</b>
Total des passifs et des capitaux propres.....		<b>84 338</b>	<b>82 099</b>	<b>80 714</b>

Les notes complémentaires, aux pages 32 à 47, et les rubriques « Gestion des risques » et « Capital » du rapport de gestion, aux pages 16 à 23, font partie intégrante des présents états financiers.

## Tableau consolidé des flux de trésorerie

	Trimestre clos le			Semestre clos le	
	<b>30 juin 2013</b> (en millions de dollars)	30 juin 2012 (en millions de dollars)	31 mars 2013 (en millions de dollars)	<b>30 juin 2013</b> (en millions de dollars)	30 juin 2012 (en millions de dollars)
<b>Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles</b>					
Bénéfice avant impôt.....	<b>182</b>	277	269	<b>451</b>	567
Ajustements pour :					
– Éléments sans effet de trésorerie inclus dans le bénéfice avant impôt.....	9 <b>98</b>	85	74	<b>172</b>	73
– Variation des actifs opérationnels.....	9 <b>2 048</b>	(1 135)	(1 585)	<b>463</b>	(3 371)
– Variation des passifs opérationnels.....	9 <b>(498)</b>	762	2 218	<b>1 720</b>	1 485
– Impôt payé, montant net.....	<b>(44)</b>	(38)	(89)	<b>(133)</b>	(344)
Entrées/(sorties) nettes de trésorerie liées aux activités opérationnelles.....	<b>1 786</b>	(49)	887	<b>2 673</b>	(1 590)
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>					
Achat de placements financiers.....	<b>(4 588)</b>	(4 573)	(4 176)	<b>(8 764)</b>	(11 988)
Produit de la vente et de l'arrivée à échéance de placements financiers.....	<b>4 630</b>	4 839	4 612	<b>9 242</b>	11 056
Flux nets de trésorerie liés à la vente de la division des services de courtage de plein exercice de détail.....	–	–	–	–	(116)
Acquisition d'immobilisations corporelles.....	<b>(9)</b>	(19)	(10)	<b>(19)</b>	(33)
Acquisition d'immobilisations incorporelles.....	–	(4)	–	–	(6)
Entrées/(sorties) nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement.....	<b>33</b>	243	426	<b>459</b>	(1 087)
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>					
Dividendes versés aux actionnaires.....	<b>(105)</b>	(97)	(105)	<b>(210)</b>	(195)
Distributions aux participations ne donnant pas le contrôle.....	<b>(2)</b>	(2)	(3)	<b>(5)</b>	(5)
Sorties nettes de trésorerie liées aux activités de financement.....	<b>(107)</b>	(99)	(108)	<b>(215)</b>	(200)
<b>Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.....</b>	<b>1 712</b>	95	1 205	<b>2 917</b>	(2 877)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période.....	<b>2 958</b>	1 905	1 753	<b>1 753</b>	4 877
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période.....	9 <b>4 670</b>	2 000	2 958	<b>4 670</b>	2 000

Les notes complémentaires, aux pages 32 à 47, et les rubriques « Gestion des risques » et « Capital » du rapport de gestion, aux pages 16 à 23, font partie intégrante des présents états financiers.

## États financiers (non audité) (suite)

## État consolidé des variations des capitaux propres pour le semestre clos le 30 juin 2013

	Capital social (en millions de dollars)	Résultats non distribués <sup>1)</sup> (en millions de dollars)	Autres réserves			Total des capitaux propres attribuables aux actionnaires (en millions de dollars)	Participations ne donnant pas le contrôle (en millions de dollars)	Total des capitaux propres (en millions de dollars)
			Écart de réévaluation – disponible à la vente (en millions de dollars)	Réserve de couverture de flux de trésorerie (en millions de dollars)	Total des autres réserves (en millions de dollars)			
Au 1 <sup>er</sup> janvier <sup>1)</sup> .....	2 171	2 694	121	160	281	5 146	230	5 376
Bénéfice de la période .....	–	314	–	–	–	314	5	319
Autres éléments du résultat global (après impôt)	–	4						
			(92)	(88)	(180)	(176)	–	(176)
Placements disponibles à la vente.....	–	–	(92)	–	(92)	(92)	–	(92)
Couvertures de flux de trésorerie.....	–	–	–	(88)	(88)	(88)	–	(88)
Pertes actuarielles au titre des régimes à prestations définies.....	–	4	–	–	–	4	–	4
Résultat global total pour la période .....	–	318	(92)	(88)	(180)	138	5	143
Dividendes versés sur les actions ordinaires .....	–	(180)	–	–	–	(180)	–	(180)
Dividendes versés sur les actions privilégiées.....	–	(30)	–	–	–	(30)	–	(30)
Distributions aux détenteurs de parts .....	–	–	–	–	–	–	(5)	(5)
Au 30 juin .....	2 171	2 802	29	72	101	5 074	230	5 304

1) Montant retraité des résultats non distribués au 1<sup>er</sup> janvier 2013 (se reporter à la note 2).

Les notes complémentaires, aux pages 32 à 47, et les rubriques « Gestion des risques » et « Capital » du rapport de gestion, aux pages 16 à 23, font partie intégrante des présents états financiers.



État consolidé des variations des capitaux propres pour le semestre clos le 30 juin 2012

	Autres réserves					Total des capitaux propres attribuables aux actionnaires (en millions de dollars)	Participations ne donnant pas le contrôle (en millions de dollars)	Total des capitaux propres (en millions de dollars)
	Capital social (en millions de dollars)	Résultats non distribués <sup>1)</sup> (en millions de dollars)	Écart de réévaluation – disponible à la vente (en millions de dollars)	Réserve de couverture de flux de trésorerie (en millions de dollars)	Total des autres réserves (en millions de dollars)			
Au 1 <sup>er</sup> janvier <sup>1)</sup> .....	2 171	2 379	138	301	439	4 989	230	5 219
Bénéfice de la période .....	–	415	–	–	–	415	5	420
Autres éléments du résultat global (après impôt)	–	(38)	4	(79)	(75)	(113)	–	(113)
Placements disponibles à la vente .....	–	–	4	–	4	4	–	4
Couvertures de flux de trésorerie .....	–	–	–	(79)	(79)	(79)	–	(79)
Pertes actuarielles au titre des régimes à prestations définies .....	–	(38)	–	–	–	(38)	–	(38)
Résultat global total pour la période .....	–	377	4	(79)	(75)	302	5	307
Dividendes versés sur les actions ordinaires .....	–	(165)	–	–	–	(165)	–	(165)
Dividendes versés sur les actions privilégiées .....	–	(30)	–	–	–	(30)	–	(30)
Distributions aux détenteurs de parts .....	–	–	–	–	–	–	(5)	(5)
Au 30 juin .....	2 171	2 561	142	222	364	5 096	230	5 326

1) Montant retraité des résultats non distribués au 1<sup>er</sup> janvier 2012 (se reporter à la note 2).

Les notes complémentaires, aux pages 32 à 47, et les rubriques « Gestion des risques » et « Capital » du rapport de gestion, aux pages 16 à 23, font partie intégrante des présents états financiers.

## Notes afférentes aux états financiers (non audité)

### 1 Base d'établissement

#### a Conformité aux Normes internationales d'information financière

La Banque HSBC Canada (la « banque ») est une filiale en propriété exclusive indirecte de la HSBC Holdings plc (la « société mère » ou la « HSBC »). Dans les présents états financiers consolidés, le Groupe HSBC représente la société mère et ses filiales. Les présents états financiers intermédiaires doivent être lus parallèlement aux états financiers consolidés annuels de la banque pour l'exercice 2012, lesquels ont été établis conformément aux Normes internationales d'information financière (les *International Financial Reporting Standards*, ou « IFRS ») et au paragraphe 308(4) de la *Loi sur les banques*.

Les états financiers intermédiaires ont été préparés selon la Norme comptable internationale (l'*International Accounting Standard*, ou « IAS ») 34, *Information financière intermédiaire*.

#### b Présentation de l'information

- i) Les états financiers consolidés de la banque sont présentés en dollars canadiens, qui constituent également sa monnaie fonctionnelle. Les montants des tableaux sont en millions de dollars, sauf indication contraire. Certains montants des périodes antérieures ont été reclassés pour les rendre conformes à la présentation de la période à l'étude.
- ii) Au premier trimestre de 2013, la banque a adopté une méthode révisée en vue de la présentation des prêts et avances douteux, ce qui influe sur les informations à fournir relativement au portefeuille de prêts douteux. Cette méthode met en jeu une approche plus rigoureuse servant à établir si les prêts renégociés doivent ou ne doivent pas être présentés comme étant douteux. Cette méthode reflète les normes du Groupe HSBC ainsi que l'évolution des meilleures pratiques de présentation en usage dans le secteur.

En vertu de la méthode révisée, sont inclus dans les prêts et avances douteux les prêts et avances à la consommation qui ont été renégociés et dont les flux de trésorerie contractuels ont changé en raison d'une concession que le prêteur n'aurait pas envisagée dans d'autres circonstances et s'il est probable que, sans cette concession, l'emprunteur ne pourrait s'acquitter de la totalité de ses obligations de paiement contractuelles, sauf si la concession est négligeable et s'il n'existe aucune autre indication de dépréciation. Les prêts renégociés demeurent dans les prêts douteux jusqu'à ce qu'il y ait suffisamment d'éléments probants démontrant que le risque de non-réalisation des flux de trésorerie futurs a grandement baissé et qu'il n'existe aucune autre indication de dépréciation.

La direction est d'avis que cette nouvelle approche reflète mieux la nature des risques et la qualité du crédit intrinsèque du portefeuille de prêts puisqu'elle impose des exigences plus strictes quant au rendement que se doivent d'afficher les prêts renégociés avant de pouvoir être présentés comme n'étant plus douteux. La méthode révisée influe sur le mode de présentation des prêts douteux, mais ne touche en rien la méthode comptable suivie pour la comptabilisation des comptes de correction de valeur qui est décrite à la note 2 f), aux pages 77 à 79, du Rapport et états financiers annuels 2012 et, par conséquent, n'influe nullement sur le compte de résultat.

Pour le trimestre à l'étude, les données sur les prêts douteux qui sont présentées à la rubrique « Qualité du crédit des actifs financiers » du rapport de gestion, à la page 17, ont été établies au moyen de la méthode révisée de présentation des prêts douteux. Le solde des prêts douteux du secteur du crédit à la consommation, soit 116 millions de dollars au 30 juin 2013 (195 millions de dollars au 30 juin 2012 et 127 millions de dollars au 31 mars 2013), représente la principale différence au chapitre de la présentation.

- iii) En raison de l'évolution des pratiques du marché par suite de changements d'ordre réglementaire et comptable ainsi que des faits nouveaux touchant l'ensemble du marché, la banque a revu sa méthode d'estimation des ajustements d'évaluation créditeurs et débiteurs des dérivés en date du 1<sup>er</sup> janvier 2013. Antérieurement, la probabilité de défaut (la « PD ») servant au calcul des ajustements d'évaluation créditeurs était fondée sur une notation de crédit de la contrepartie établie à l'interne et tenait compte du degré dans lequel cette notation pouvait se détériorer durant le terme de l'exposition, ce qui était déterminé au moyen de matrices de transition des notations historiques. La méthode révisée optimise l'utilisation de PD fondées sur des données de marché observables, tels les écarts de swaps sur défaillance. Lorsque de tels écarts ne sont pas disponibles, les PD sont estimées en fonction des pratiques du marché, ce qui exige de tenir compte de données pertinentes, dont celles provenant d'indices de swaps sur défaillance et de matrices de transition des notations historiques. En outre, la banque a harmonisé sa méthode d'estimation des ajustements d'évaluation débiteurs avec celle qu'elle emploie pour les ajustements d'évaluation créditeurs. La banque a toujours considéré que son propre risque de crédit représentait un écart nul, et c'est pourquoi elle n'a pas ajusté ses passifs liés aux dérivés en fonction de son propre risque de crédit.

**c** *Utilisation d'estimations et recours à des hypothèses*

La préparation de l'information financière exige le recours à des estimations et à des hypothèses concernant des événements futurs. L'établissement d'estimations fait inévitablement intervenir l'utilisation de renseignements disponibles et le recours à des jugements. Les résultats réels qui seront obtenus dans l'avenir pourraient différer des estimations à partir desquelles l'information financière a été préparée. La direction est d'avis que les méthodes comptables critiques de la banque pour lesquelles un jugement doit nécessairement être posé sont celles qui ont trait à la dépréciation des prêts et des avances ainsi qu'à l'évaluation des instruments financiers, tel qu'il est décrit à la note 2, aux pages 76 à 79, du Rapport et états financiers annuels 2012 de la banque.

**d** *Consolidation*

Les états financiers consolidés de la banque comprennent ses états financiers et ceux de ses filiales au 30 juin 2013. La méthode adoptée par la banque pour consolider ses filiales est décrite à la note 1 d), à la page 72, du Rapport et états financiers annuels 2012.

**e** *Changements comptables à venir*

Les changements comptables à venir sont indiqués à la note 1 f) afférente aux états financiers consolidés figurant dans le Rapport et états financiers annuels 2012 de la banque.

## **2 Résumé des principales méthodes comptables et méthodes comptables critiques**

---

Exception faite de ce qui est indiqué ci-dessous, aucun changement important n'a été apporté aux méthodes comptables de la banque décrites dans la note 2, aux pages 75 à 87, du Rapport et états financiers annuels 2012.

**a** *IAS 19 – Avantages du personnel*

En date du 1<sup>er</sup> janvier 2013, la banque a adopté l'IAS 19, *Avantages du personnel*, (l'« IAS 19 modifiée ») et l'a appliquée de façon rétrospective. Le remplacement des charges d'intérêts et du rendement attendu des actifs des régimes par une composante de coût financier comprenant les intérêts nets sur l'actif ou le passif net au titre des prestations définies constitue l'incidence la plus importante pour la banque. Cette composante de coût financier est déterminée en appliquant à l'actif ou au passif net au titre des prestations définies le même taux d'actualisation que celui utilisé pour évaluer l'obligation au titre des prestations définies. L'écart entre le rendement réel des actifs des régimes et le rendement inclus dans la composante de coût financier au compte de résultat est présenté dans les autres éléments du résultat global. Ce changement a pour effet d'accroître la charge de retraite du montant de l'écart entre le rendement prévu actuel des actifs des régimes et leur rendement calculé en appliquant le taux d'actualisation approprié. Cependant, ce changement n'a aucune répercussion sur les actifs des régimes puisque l'écart entre leur rendement attendu et leur rendement réel est constaté par voie de l'état du résultat global et n'a pas non plus d'incidence importante sur les passifs des régimes.

De plus, les montants au titre des droits non acquis relatifs à des faits liés aux services passés ne sont plus amortis et comptabilisés au compte de résultat sur la durée d'acquisition des droits, mais sont plutôt comptabilisés intégralement à la date du fait lié aux services passés en tant que montant passé en charges ou crédité au résultat.

L'incidence estimée de l'adoption de cette norme correspond à une hausse d'environ 10 millions de dollars du total des charges opérationnelles de l'exercice 2013. En outre, comme cette norme devait être appliquée de manière rétrospective, les résultats non distribués au 1<sup>er</sup> janvier 2013 ont été majorés de 14 millions de dollars, après impôt, en lien avec les profits sur les services passés comptabilisés au cours d'exercices antérieurs qui avaient été différés antérieurement et n'avaient pas encore été constatés en tant que réduction des coûts. Les états financiers de 2012 ont été retraités au moyen d'un ajustement visant à hausser de 16 millions de dollars, après impôt, les résultats non distribués au 1<sup>er</sup> janvier 2012, de 9 millions de dollars (soit environ 2 millions de dollars par trimestre) les coûts de 2012 et de 7 millions de dollars (5 millions de dollars après impôt) les autres éléments du résultat global.

## Notes afférentes aux états financiers (non audité) (suite)

Ce qui suit indique l'incidence sur les résultats non distribués qu'a eue l'adoption de cette norme.

Résultats non distribués au 1<sup>er</sup> janvier

	<b>2013</b> (en millions de dollars)	2012 (en millions de dollars)
Résultats non distribués déjà établis.....	<b>2 680</b>	2 363
Changement de méthode comptable.....	<b>14</b>	16
Résultats non distribués retraités.....	<b>2 694</b>	2 379

### b IFRS 10 – États financiers consolidés et IFRS 12 – Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités

En date du 1<sup>er</sup> janvier 2013, la banque a adopté l'IFRS 10, *États financiers consolidés*, (l'« IFRS 10 ») et l'IFRS 12, *Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités*, (l'« IFRS 12 ») et les a appliquées de manière rétrospective. Aux termes de l'IFRS 10, une méthode fondée sur la notion de pouvoir, de variabilité des rendements et des liens qui les unissent doit être employée pour déterminer, et ce, dans le cas de toutes les entités, si l'investisseur contrôle une entité émettrice. Cette méthode remplace l'approche antérieure, laquelle mettait l'accent sur le contrôle juridique ou l'exposition aux risques et aux avantages, selon la nature de l'entité. L'IFRS 12 comprend les exigences en matière d'informations à fournir s'appliquant aux filiales et aux entreprises associées et en impose de nouvelles en ce qui a trait aux entités structurées non consolidées.

La banque a établi que sa structure de consolidation demeurait la même aux termes de l'IFRS 10 et, par conséquent, l'adoption de cette norme n'a eu aucune incidence sur ses états financiers consolidés.

### c IFRS 13 – Évaluation de la juste valeur

En date du 1<sup>er</sup> janvier 2013, la banque a adopté l'IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur*, (l'« IFRS 13 ») et l'a appliquée de manière prospective. L'IFRS 13 intègre, dans une même norme, les directives concernant toutes les évaluations de la juste valeur prescrites ou permises par les IFRS. La norme clarifie la définition de la juste valeur en tant que valeur de sortie, laquelle s'entend du prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation et aux conditions prévalant sur le marché, et étouffe les informations à fournir au sujet de l'évaluation de la juste valeur.

L'adoption de l'IFRS 13 n'a pas eu d'incidence sur les résultats financiers déjà établis de la banque ni sur sa situation financière. Cependant et tel qu'il est indiqué à la note 13, la banque présente de nouvelles informations et en a modifié d'autres.

### d IAS 1 – Présentation des états financiers

En date du 1<sup>er</sup> janvier 2013, la banque a adopté l'IAS 1, *Présentation des états financiers*, (l'« IAS 1 ») aux fins de la présentation des autres éléments du résultat global et l'a appliquée de manière rétrospective.

En raison des changements prescrits par l'IAS 1, les éléments figurant dans l'état consolidé du résultat global sont regroupés selon qu'ils peuvent ou ne peuvent être reclassés en résultat net.

### 3 Rémunération et avantages du personnel

Le poste Rémunération et avantages du personnel inclut les composantes du coût net des prestations d'une période relatif aux régimes de retraite et aux régimes d'autres avantages postérieurs à l'emploi de la banque, comme suit :

	Trimestre clos le			Semestre clos le	
	<b>30 juin 2013</b> (en millions de dollars)	30 juin 2012 (en millions de dollars)	31 mars 2013 (en millions de dollars)	<b>30 juin 2013</b> (en millions de dollars)	30 juin 2012 (en millions de dollars)
Régimes de retraite à prestations définies .....	<b>5</b>	6	5	<b>10</b>	10
Régimes de retraite à cotisations définies .....	<b>6</b>	4	7	<b>13</b>	15
Régimes de soins de santé et d'autres avantages postérieurs à l'emploi .....	<b>3</b>	3	3	<b>6</b>	5
	<b>14</b>	13	15	<b>29</b>	30

Tel qu'il est précisé à la note 2 ci-dessus, la composante liée aux régimes à prestations définies a été retraitée afin de refléter l'adoption de l'IAS 19 modifiée. Les évaluations actuarielles des régimes de retraite et des ententes d'avantages du personnel autres que de retraite de la banque sont effectuées annuellement. Les dernières évaluations actuarielles des régimes de retraite à prestations définies à des fins de capitalisation ont été menées en date du 31 décembre 2012.

### 4 Actifs détenus à des fins de transaction

	<b>Au 30 juin 2013</b> (en millions de dollars)	Au 30 juin 2012 (en millions de dollars)	Au 31 décembre 2012 (en millions de dollars)
Actifs détenus à des fins de transaction			
qui ne peuvent être redonnés en garantie ou revendus par des contreparties .....	<b>6 777</b>	4 183	4 123
qui peuvent être redonnés en garantie ou revendus par des contreparties .....	<b>745</b>	1 826	1 149
	<b>7 522</b>	6 009	5 272
Obligations des gouvernements fédéral et provinciaux du Canada <sup>1)</sup> .....	<b>2 666</b>	2 469	1 753
Titres de créance .....	<b>647</b>	334	339
Total des titres de créance .....	<b>3 313</b>	2 803	2 092
Acceptations bancaires .....	<b>2 952</b>	2 375	2 590
Actifs détenus à des fins de transaction pour le compte de clients .....	<b>1 102</b>	460	262
Bons du Trésor et autres lettres de change admissibles .....	<b>154</b>	324	308
Titres de capitaux propres .....	<b>1</b>	47	20
	<b>7 522</b>	6 009	5 272

1) Y compris les obligations garanties par un gouvernement.

## Notes afférentes aux états financiers (non audité) (suite)

## 5 Dérivés

Pour obtenir une description détaillée des types de dérivés et de leur utilisation par la banque, il y a lieu de se reporter à ses méthodes comptables paraissant à la note 2, aux pages 75 à 87, et à la note 11, aux pages 105 à 111, du Rapport et états financiers annuels 2012 de la banque.

Juste valeur des dérivés selon le type de contrat détenu :

	Au 30 juin 2013					
	Actifs			Passifs		
	Détenus à des fins de transaction (en millions de dollars)	Utilisés à des fins de couverture (en millions de dollars)	Total (en millions de dollars)	Détenus à des fins de transaction (en millions de dollars)	Utilisés à des fins de couverture (en millions de dollars)	Total (en millions de dollars)
Dérivés de change .....	1 090	280	1 370	1 082	20	1 102
Dérivés de taux d'intérêt .....	470	211	681	419	171	590
Contrats sur marchandises .....	45	–	45	45	–	45
Total brut des justes valeurs .....	<b>1 605</b>	<b>491</b>	<b>2 096</b>	<b>1 546</b>	<b>191</b>	<b>1 737</b>

	Au 30 juin 2012					
	Actifs			Passifs		
	Détenus à des fins de transaction (en millions de dollars)	Utilisés à des fins de couverture (en millions de dollars)	Total (en millions de dollars)	Détenus à des fins de transaction (en millions de dollars)	Utilisés à des fins de couverture (en millions de dollars)	Total (en millions de dollars)
Dérivés de change .....	1 031	87	1 118	954	5	959
Dérivés de taux d'intérêt .....	568	390	958	513	176	689
Contrats sur marchandises .....	82	–	82	82	–	82
Total brut des justes valeurs .....	<b>1 681</b>	<b>477</b>	<b>2 158</b>	<b>1 549</b>	<b>181</b>	<b>1 730</b>

	Au 31 décembre 2012					
	Actifs			Passifs		
	Détenus à des fins de transaction (en millions de dollars)	Utilisés à des fins de couverture (en millions de dollars)	Total (en millions de dollars)	Détenus à des fins de transaction (en millions de dollars)	Utilisés à des fins de couverture (en millions de dollars)	Total (en millions de dollars)
Dérivés de change .....	756	182	938	693	10	703
Dérivés de taux d'intérêt .....	530	282	812	484	168	652
Contrats sur marchandises .....	60	–	60	60	–	60
Total brut des justes valeurs .....	<b>1 346</b>	<b>464</b>	<b>1 810</b>	<b>1 237</b>	<b>178</b>	<b>1 415</b>

## Dérivés détenus à des fins de transaction

Montants contractuels notionnels des dérivés détenus à des fins de transaction par type de produit

	Au 30 juin 2013 (en millions de dollars)	Au 30 juin 2012 (en millions de dollars)	Au 31 décembre 2012 (en millions de dollars)
Dérivés de change .....	70 165	68 663	65 583
Dérivés de taux d'intérêt .....	38 855	51 392	35 510
Contrats sur marchandises .....	463	462	561
Total des dérivés .....	<b>109 483</b>	<b>120 517</b>	<b>101 654</b>

Les montants notionnels ou contractuels de ces instruments indiquent la valeur nominale des transactions en cours à la date de clôture. Ils ne représentent pas de montants à risque.

## Instruments de couverture

Montants contractuels notionnels des dérivés détenus à des fins de couverture par type de produit

	Au 30 juin 2013		Au 30 juin 2012		Au 31 décembre 2012	
	Couverture de flux de trésorerie (en millions de dollars)	Couverture de la juste valeur (en millions de dollars)	Couverture de flux de trésorerie (en millions de dollars)	Couverture de la juste valeur (en millions de dollars)	Couverture de flux de trésorerie (en millions de dollars)	Couverture de la juste valeur (en millions de dollars)
Dérivés de taux d'intérêt...	23 303	5 591	23 599	4 119	22 561	4 294
Dérivés de change .....	2 629	–	2 129	–	2 300	–
Total des dérivés.....	<b>25 932</b>	<b>5 591</b>	<b>25 728</b>	<b>4 119</b>	<b>24 861</b>	<b>4 294</b>

Juste valeur des dérivés désignés comme couvertures de la juste valeur

	Au 30 juin 2013		Au 30 juin 2012		Au 31 décembre 2012	
	Actifs (en millions de dollars)	Passifs (en millions de dollars)	Actifs (en millions de dollars)	Passifs (en millions de dollars)	Actifs (en millions de dollars)	Passifs (en millions de dollars)
Dérivés de taux d'intérêt .....	37	71	6	91	8	94

Profits ou pertes attribuables à la variation de la juste valeur des couvertures de la juste valeur

	Trimestre clos le			Semestre clos le	
	30 juin 2013 (en millions de dollars)	30 juin 2012 (en millions de dollars)	31 mars 2013 (en millions de dollars)	30 juin 2013 (en millions de dollars)	30 juin 2012 (en millions de dollars)
Profits/(pertes)					
sur les instruments de couverture.....	46	(53)	14	60	(10)
sur les éléments couverts attribuables au risque couvert.....	(48)	54	(13)	(61)	11

Les profits et les pertes sur les portions inefficaces des couvertures de la juste valeur sont comptabilisés immédiatement dans les produits de négociation nets.

Juste valeur des dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie

	Au 30 juin 2013		Au 30 juin 2012		Au 31 décembre 2012	
	Actifs (en millions de dollars)	Passifs (en millions de dollars)	Actifs (en millions de dollars)	Passifs (en millions de dollars)	Actifs (en millions de dollars)	Passifs (en millions de dollars)
Dérivés de change .....	280	20	87	5	182	10
Dérivés de taux d'intérêt.....	174	101	384	85	273	75

## Notes afférentes aux états financiers (non audité) (suite)

### 6 Placements financiers

Les placements financiers se composent des éléments suivants :

	<b>Au 30 juin 2013 (en millions de dollars)</b>	Au 30 juin 2012 (en millions de dollars)	Au 31 décembre 2012 (en millions de dollars)
Placements financiers			
qui ne peuvent être redonnés en garantie ou revendus par des contreparties...	19 425	19 657	19 661
qui peuvent être redonnés en garantie ou revendus par des contreparties.....	416	448	749
	<b>19 841</b>	<b>20 105</b>	<b>20 410</b>
Titres disponibles à la vente			
Obligations des gouvernements fédéral et provinciaux du Canada <sup>1)</sup> .....	13 523	13 804	13 429
Obligations de gouvernements étrangers <sup>1)</sup> .....	2 569	2 397	2 999
Bons du Trésor et autres lettres de change admissibles.....	2 306	2 345	2 308
Titres de créance émis par des banques et d'autres institutions financières ....	1 440	1 559	1 666
Autres titres de créance.....	3	-	8
	<b>19 841</b>	<b>20 105</b>	<b>20 410</b>

1) Y compris les obligations garanties par un gouvernement.

### 7 Passifs détenus à des fins de transaction

	<b>Au 30 juin 2013 (en millions de dollars)</b>	Au 30 juin 2012 (en millions de dollars)	Au 31 décembre 2012 (en millions de dollars)
Autres passifs – positions vendeur nettes .....	2 503	2 117	1 644
– .....			
passifs détenus à des fins de transaction pour le compte de clients .....	1 367	1 006	916
– .....			
passifs détenus à des fins de transaction à payer à d'autres banques .....	339	82	55
– .....			
autres titres de créance émis.....	32	75	57
	<b>4 241</b>	<b>3 280</b>	<b>2 672</b>

### 8 Passifs financiers désignés comme étant à la juste valeur

	<b>Au 30 juin 2013 (en millions de dollars)</b>	Au 30 juin 2012 (en millions de dollars)	Au 31 décembre 2012 (en millions de dollars)
– .....			
titres de créance émis .....	-	580	-
– .....			
échéances subordonnées .....	428	431	436
	<b>428</b>	<b>1 011</b>	<b>436</b>

Au 30 juin 2013, la valeur comptable des passifs financiers désignés comme étant à la juste valeur dépassait de 28 millions de dollars (de 39 millions de dollars au 30 juin 2012 et de 36 millions de dollars au 31 décembre 2012) le montant contractuel à l'échéance. Au 30 juin 2013, le cumul des variations de la juste valeur attribuables aux changements du risque de crédit représentait un profit de 4 millions de dollars (profit de 39 millions de dollars au 30 juin 2012 et profit de 7 millions de dollars au 31 décembre 2012).



## 9 Note afférente au tableau des flux de trésorerie

	Trimestre clos le			Semestre clos le	
	30 juin 2013 (en millions de dollars)	30 juin 2012 (en millions de dollars)	31 mars 2013 (en millions de dollars)	30 juin 2013 (en millions de dollars)	30 juin 2012 (en millions de dollars)
<b>Éléments sans effet de trésorerie inclus dans le bénéfice avant impôt</b>					
Profit sur la vente de la division des services de courtage de plein exercice de détail.....	-	-	-	-	(84)
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles .....	8	15	9	17	30
Charges au titre des paiements fondés sur des actions .....	1	8	4	5	12
Charges de dépréciation liées aux prêts et autres provisions relatives au risque de crédit.....	84	59	56	140	107
Charge au titre des régimes à prestations définies.....	5	3	5	10	8
	<b>98</b>	<b>85</b>	<b>74</b>	<b>172</b>	<b>73</b>
<b>Variation des actifs opérationnels</b>					
Variation des paiements anticipés et produits à recevoir.....	9	(3)	(62)	(53)	(20)
Variation du montant net des titres détenus à des fins de transaction et des dérivés .....	601	(232)	(543)	58	(947)
Variation des prêts et avances à des clients.....	973	(790)	(487)	486	(1 876)
Variation des autres actifs .....	465	(110)	(493)	(28)	(528)
	<b>2 048</b>	<b>(1 135)</b>	<b>(1 585)</b>	<b>463</b>	<b>(3 371)</b>
<b>Variation des passifs opérationnels</b>					
Variation des charges à payer et des produits différés.....	(29)	(35)	(12)	(41)	(56)
Variation des dépôts effectués par des banques .....	(651)	308	57	(594)	418
Variation des comptes des clients .....	1 321	60	(120)	1 201	483
Variation des titres de créance émis.....	(480)	(45)	1 740	1 260	634
Variation des passifs financiers désignés comme étant à la juste valeur.....	(10)	9	2	(8)	5
Variation des autres passifs.....	(649)	465	551	(98)	1
	<b>(498)</b>	<b>762</b>	<b>2 218</b>	<b>1 720</b>	<b>1 485</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie</b>					
Trésorerie et soldes détenus dans la banque centrale .....	66	70	62	66	70
Effets en cours de compensation auprès (en transit vers) d'autres banques, montant net.....	(39)	(232)	66	(39)	(232)
Prêts et avances à des banques – un mois ou moins .....	3 656	1 919	2 742	3 656	1 919
Bons du Trésor et certificats de dépôt – trois mois ou moins ...	987	243	88	987	243
	<b>4 670</b>	<b>2 000</b>	<b>2 958</b>	<b>4 670</b>	<b>2 000</b>
<b>Intérêts</b>					
Intérêts payés .....	227	239	122	349	386
Intérêts reçus.....	553	569	457	1 010	1 151

## Notes afférentes aux états financiers (non audité) (suite)

## 10 Passifs éventuels, engagements contractuels et garanties

	Au 30 juin 2013 (en millions de dollars)	Au 30 juin 2012 (en millions de dollars)	Au 31 décembre 2012 (en millions de dollars)
<b>Garanties et autres passifs éventuels</b>			
Garanties et lettres de crédit irrévocables données comme garantie additionnelle ....	<b>3 541</b>	2 945	3 083
<b>Engagements</b>			
Marges de crédit, crédits de soutien et autres engagements de prêts formels inutilisés <sup>1)</sup> .....	<b>34 679</b>	35 247	36 291
Lettres de crédit documentaire et transactions liées au commerce international à court terme.....	<b>596</b>	606	627
	<b>35 275</b>	35 853	36 918

1) Selon l'échéance contractuelle initiale.

## Poursuites et démarches réglementaires

Dans le cadre normal de ses activités, il est possible que la banque ait à faire face à un certain nombre de poursuites. De l'avis de la direction, les conséquences de telles poursuites, dans l'ensemble, ne devraient pas avoir d'influence importante sur la situation financière consolidée de la banque ni sur ses résultats opérationnels consolidés.

## Enquêtes réglementaires et judiciaires aux États-Unis

En décembre 2012, HSBC Holdings plc (« HSBC Holdings ») qui est la société mère ultime de la banque, HSBC Bank USA, N.A. (« HBUS ») et HSBC North America Holdings (« HNAH ») ont conclu des ententes afin de résoudre les conflits qui les opposaient à des agences gouvernementales des États-Unis et du Royaume-Uni en raison de violations passées des lois contre le blanchiment d'argent, de la loi intitulée Bank Secrecy Act (« BSA ») et des lois sur les sanctions. Entre autres ententes, HSBC Holdings et HBUS ont conclu un accord de poursuite suspendue de cinq ans (« APS ») avec le Department of Justice (« DOJ ») des États-Unis et HSBC Holdings a conclu un accord de poursuite suspendue de deux ans avec le procureur du comté de New York (le « procureur ») et a accepté de se conformer à une ordonnance de cesser et de s'abstenir émise par le Conseil de la Réserve fédérale (« CRF »). HSBC Holdings s'est également engagée auprès de la Financial Services Authority du Royaume-Uni (organisme dont l'appellation est désormais la Financial Conduct Authority (« FCA »)), à s'acquitter, sur une période de cinq ans, de certaines obligations aux termes d'exigences concernant la lutte au blanchiment d'argent et les sanctions.

En outre, HBUS a conclu une ordonnance sur consentement relative à une sanction pécuniaire avec le Department of the Treasury's Financial Crimes Enforcement Network (« FinCEN ») des États-Unis ainsi qu'une ordonnance distincte stipulant une amende avec l'Office of the Comptroller of the Currency (« OCC »). HBUS a également convenu avec l'OCC d'une ordonnance sur consentement l'obligeant à remédier aux situations et conditions énoncées dans ce qui était alors le plus récent rapport d'enquête de l'OCC et lui imposant certaines restrictions quant à l'acquisition, directe ou indirecte, du contrôle de toute nouvelle filiale financière, à la détention d'une participation dans une telle filiale et à la conduite de nouvelles activités par voie de sa filiale financière existante, sauf si l'OCC l'y autorise au préalable. HBUS a également conclu avec ce même organisme une ordonnance sur consentement distincte aux termes de laquelle elle se doit d'instaurer un programme de conformité à l'échelle de l'entreprise.

Aux termes de ces ententes, HSBC Holdings et HBUS continueront de collaborer pleinement avec les autorités réglementaires et avec celles chargées de l'application des lois aux États-Unis et au Royaume-Uni et prendront d'autres mesures afin de resserrer leurs politiques et procédures en matière de conformité. Conformément aux accords passés avec le DOJ, la FCA et le CRF, un contrôleur indépendant de la conformité évaluera les progrès du Groupe HSBC dans l'application des mesures qui lui sont imposées par ces ententes. M. Michael Cherkasky a été nommé contrôleur indépendant et, le 1<sup>er</sup> juillet 2013, le tribunal de première instance du district Est de New York a approuvé l'APS en plus de conserver le pouvoir d'en superviser la mise en application.

Si HSBC Holdings et HSBC Bank USA satisfont à toutes les exigences que leur impose l'APS, les accusations que le DOJ a portées contre elles seront abandonnées à la fin du terme de cinq ans que prévoit cet accord. De même, si HSBC Holdings s'acquiesce de toutes ses obligations en vertu de l'accord de poursuite suspendue qu'elle a conclu avec le procureur, celui-ci retirera ses accusations contre elle à la fin de la période de deux ans stipulée dans cette entente. Le DOJ pourrait poursuivre HSBC Holdings ou HSBC Bank USA en lien avec des questions visées par l'APS si celles-ci en violent les modalités, et le procureur pourrait tenter une poursuite contre HSBC Holdings relativement à des questions couvertes par l'accord de poursuite suspendue qu'il a conclu si HSBC Holdings ne s'y conforme pas.

Aux termes des ententes précitées, HSBC Holdings est notamment tenue de s'assurer que les entités du Groupe HSBC, dont la banque et ses filiales, respectent certaines exigences. Des mesures continuent d'être prises afin d'appliquer les modalités stipulées dans l'APS, l'accord intervenu avec la FCA et les autres ententes de règlement.

L'accord conclu avec les autorités des États-Unis et du Royaume-Uni n'empêche pas que des recours de droit privé puissent être intentés en rapport, entre autres choses, avec la violation, par le Groupe HSBC, des lois contre le blanchiment d'argent, de la loi BSA et des lois sur les sanctions qui s'appliquent ou que d'autres mesures judiciaires ou réglementaires soient prises concernant des questions relevant de ces lois, mais non couvertes par les ententes.

## 11 Analyse sectorielle

La banque gère ses activités et en déclare les résultats selon ses principaux groupes de clients. L'information relative à chaque secteur paraît dans le rapport de gestion ainsi qu'aux pages 97 à 101 du Rapport et états financiers annuels 2012. Diverses méthodes d'estimation et de répartition sont utilisées afin de préparer les informations financières des groupes de clients. Les charges qui sont expressément engagées pour générer des produits sont attribuées aux groupes qui réalisent ces produits. Les autres charges, tels les frais généraux, sont imputées aux groupes de clients au moyen de formules d'attribution appropriées. Les produits d'intérêts nets des groupes de clients reflètent les charges de financement en interne et les crédits relatifs aux actifs, aux passifs et au capital des groupes de clients, aux taux du marché, ce qui tient compte des modalités pertinentes et des monnaies concernées. La compensation de l'incidence nette de ces charges et crédits est prise en compte dans les chiffres sectoriels des services bancaires internationaux et marchés.

	Trimestre clos le			Semestre clos le	
	30 juin 2013 (en millions de dollars)	30 juin 2012 (en millions de dollars)	31 mars 2013 (en millions de dollars)	30 juin 2013 (en millions de dollars)	30 juin 2012 (en millions de dollars)
<b>Services aux entreprises</b>					
Produits d'intérêts nets.....	171	177	161	332	357
Produits de commissions nets .....	77	72	75	152	143
Produits de négociation nets.....	8	8	8	16	16
Autres produits/(charges) opérationnel(le)s .....	(35)	7	2	(33)	12
Résultat opérationnel net avant les charges de dépréciation liées aux prêts et autres provisions relatives au risque de crédit .....	221	264	246	467	528
Charges de dépréciation liées aux prêts et autres provisions relatives au risque de crédit.....	(61)	(26)	(39)	(100)	(37)
Résultat opérationnel net.....	160	238	207	367	491
Total des charges opérationnelles.....	(91)	(91)	(88)	(179)	(188)
Bénéfice opérationnel .....	69	147	119	188	303
Quote-part du bénéfice des entreprises associées .....	1	1	4	5	2
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat.....	70	148	123	193	305

## Notes afférentes aux états financiers (non audité) (suite)

	Trimestre clos le			Semestre clos le	
	30 juin 2013 (en millions de dollars)	30 juin 2012 (en millions de dollars)	31 mars 2013 (en millions de dollars)	30 juin 2013 (en millions de dollars)	30 juin 2012 (en millions de dollars)
<b>Services bancaires internationaux et marchés</b>					
Produits d'intérêts nets .....	40	40	42	82	86
Produits de commissions nets .....	20	19	18	38	38
Produits de négociation nets .....	24	28	37	61	50
Profits diminués des pertes liés aux placements financiers .....	13	28	33	46	45
Autres produits/(charges) opérationnel(le)s .....	1	2	–	1	1
Profit sur la vente de la division des services de courtage de plein exercice de détail .....	–	–	–	–	8
Résultat opérationnel net avant les charges de dépréciation liées aux prêts et autres provisions relatives au risque de crédit .....	98	117	130	228	228
Charges de dépréciation liées aux prêts et autres provisions relatives au risque de crédit .....	(2)	–	2	–	–
Résultat opérationnel net .....	96	117	132	228	228
Total des charges opérationnelles .....	(29)	(33)	(29)	(58)	(58)
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat .....	67	84	103	170	170
<b>Services bancaires de détail et gestion de patrimoine</b>					
Produits d'intérêts nets .....	86	92	89	175	197
Produits de commissions nets .....	48	44	43	91	86
Produits de négociation nets .....	7	3	4	11	6
Autres produits opérationnels .....	2	3	3	5	5
Profit sur la vente de la division des services de courtage de plein exercice de détail .....	–	–	–	–	76
Résultat opérationnel net avant les charges de dépréciation liées aux prêts et autres provisions relatives au risque de crédit .....	143	142	139	282	370
Charges de dépréciation liées aux prêts et autres provisions relatives au risque de crédit .....	(7)	(7)	(7)	(14)	(13)
Résultat opérationnel net .....	136	135	132	268	357
Total des charges opérationnelles (compte non tenu des charges de restructuration) .....	(118)	(129)	(118)	(236)	(257)
Charges de restructuration .....	–	–	–	–	(2)
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat .....	18	6	14	32	98
<b>Crédit à la consommation</b>					
Produits d'intérêts nets .....	49	72	52	101	145
Produits de commissions nets .....	9	12	10	19	23
Profit sur la vente de la division des services de courtage de plein exercice de détail .....	2	–	2	4	–
Autres produits opérationnels .....	1	–	1	2	2
Résultat opérationnel net avant les charges de dépréciation liées aux prêts et autres provisions relatives au risque de crédit .....	61	84	65	126	170
Charges de dépréciation liées aux prêts et autres provisions relatives au risque de crédit .....	(14)	(26)	(12)	(26)	(57)
Résultat opérationnel net .....	47	58	53	100	113
Total des charges opérationnelles (compte non tenu des charges de restructuration) .....	(20)	(22)	(18)	(38)	(60)
Charges de restructuration .....	–	–	–	–	(34)
Bénéfice/(perte) avant la charge d'impôt sur le résultat .....	27	36	35	62	19

	Trimestre clos le			Semestre clos le	
	30 juin 2013 (en millions de dollars)	30 juin 2012 (en millions de dollars)	31 mars 2013 (en millions de dollars)	30 juin 2013 (en millions de dollars)	30 juin 2012 (en millions de dollars)
<b>Autres</b>					
Charges d'intérêts nets .....	(6)	(9)	(8)	(14)	(15)
Produits de négociation nets.....	6	8	8	14	15
Charge nette liée aux instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur .....	–	(2)	(3)	(3)	(16)
Autres produits opérationnels.....	8	10	7	15	15
Résultat opérationnel net.....	8	7	4	12	(1)
Total des charges opérationnelles.....	(8)	(4)	(10)	(18)	(24)
Bénéfice/(perte) avant la charge d'impôt sur le résultat .....	–	3	(6)	(6)	(25)

Autres renseignements au sujet du bénéfice/(de la perte) pour le trimestre

	Services bancaires de détail et gestion de patrimoine (en millions de dollars)	Services aux entreprises (en millions de dollars)	Services bancaires internationaux et marchés (en millions de dollars)	Crédit à la consommation (en millions de dollars)	Autres (en millions de dollars)	Total (en millions de dollars)
<b>Trimestre clos le 30 juin 2013</b>						
Résultat opérationnel net	136	160	96	47	8	447
Externe .....	163	156	73	47	8	447
Intersectoriel.....	(27)	4	23	–	–	–
<b>Trimestre clos le 30 juin 2012</b>						
Résultat opérationnel net	135	238	117	58	7	555
Externe .....	180	227	83	58	7	555
Intersectoriel.....	(45)	11	34	–	–	–
<b>Trimestre clos le 31 mars 2013</b>						
Résultat opérationnel net	132	207	132	53	4	528
Externe .....	161	205	105	53	4	528
Intersectoriel.....	(29)	2	27	–	–	–
<b>Semestre clos le 30 juin 2013</b>						
Résultat opérationnel net	268	367	228	100	12	975
Externe .....	324	361	178	100	12	975
Intersectoriel.....	(56)	6	50	–	–	–
<b>Semestre clos le 30 juin 2012</b>						
Résultat opérationnel net	357	491	228	113	(1)	1 188
Externe .....	434	464	178	113	(1)	1 188
Intersectoriel.....	(77)	27	50	–	–	–

## Notes afférentes aux états financiers (non audité) (suite)

Données tirées de l'état de la situation financière

	Services bancaires de détail et gestion de patrimoine (en millions de dollars)	Services aux entreprises (en millions de dollars)	Services bancaires internationaux et marchés (en millions de dollars)	Crédit à la consommation (en millions de dollars)	Autres (en millions de dollars)	Total (en millions de dollars)
<b>Au 30 juin 2013</b>						
Prêts et avances à des clients (montant net).....	22 905	15 808	6 142	1 191	(1 100)	44 946
Engagements de clients en contrepartie						
d'acceptations.....	–	3 933	852	–	–	4 785
Total des actifs.....	23 801	20 454	39 660	1 705	(1 282)	84 338
Comptes des clients.....	21 214	20 267	8 076	1	(53)	49 505
Acceptations.....	–	3 933	852	–	–	4 785
Total des passifs.....	24 363	24 631	29 562	1 213	(735)	79 034
<b>Au 30 juin 2012</b>						
Prêts et avances à des clients (montant net).....	25 386	16 691	3 664	2 202	(1 817)	46 126
Engagements de clients en contrepartie						
d'acceptations.....	–	3 700	759	–	–	4 459
Total des actifs.....	25 601	20 093	36 262	2 355	(2 212)	82 099
Comptes des clients.....	20 590	19 426	7 121	1	(41)	47 097
Acceptations.....	–	3 700	759	–	–	4 459
Total des passifs.....	23 608	23 491	29 157	1 957	(1 440)	76 773
<b>Au 31 décembre 2012</b>						
Prêts et avances à des clients (montant net).....	23 755	16 367	5 411	1 497	(1 458)	45 572
Engagements de clients en contrepartie						
d'acceptations.....	–	3 982	755	–	–	4 737
Total des actifs.....	24 467	21 055	34 768	2 045	(1 621)	80 714
Comptes des clients.....	20 225	20 291	7 818	1	(31)	48 304
Acceptations.....	–	3 982	755	–	–	4 737
Total des passifs.....	23 520	24 735	26 553	1 599	(1 069)	75 338

## 12 Transactions entre parties liées

Les montants présentés ci-dessous comprennent les transactions entre la banque et HSBC Holdings, y compris d'autres sociétés du Groupe HSBC Holdings. Les transactions indiquées ont été effectuées dans le cadre normal des activités et étaient assorties des mêmes modalités, incluant les taux d'intérêt et les sûretés, que celles de transactions comparables intervenues avec des contreparties qui sont des tierces parties.

*Transactions entre la banque et HSBC Holdings, y compris d'autres sociétés du Groupe HSBC Holdings*

	Trimestre clos le			Semestre clos le	
	<b>30 juin 2013</b> (en millions de dollars)	30 juin 2012 (en millions de dollars)	31 mars 2013 (en millions de dollars)	<b>30 juin 2013</b> (en millions de dollars)	30 juin 2012 (en millions de dollars)
<b>Compte de résultat</b>					
Produits d'intérêts.....	13	20	17	30	41
Charges d'intérêts.....	(7)	(2)	(11)	(18)	(7)
Produits de commissions.....	2	5	4	6	11
Charges de commissions.....	(3)	(1)	(1)	(4)	(2)
Autres produits opérationnels.....	13	13	11	24	25
Charges générales et administratives.....	(24)	(32)	(25)	(49)	(55)

Les soldes à payer à la banque et à des sociétés affiliées du Groupe HSBC en Europe ou à recevoir de celles-ci sont présentés sous la rubrique « Expositions au risque en Europe » figurant aux pages 20 et 21 du rapport de gestion.

## 13 Juste valeur des instruments financiers

### Cadre de contrôle

Tel qu'il est indiqué à la note 2 ci-dessus, la banque a adopté l'IFRS 13 en date du 1<sup>er</sup> janvier 2013. Même si cette norme comporte une définition actualisée de la juste valeur, la méthode qu'employait la banque reflétait déjà les principes énoncés dans cette norme. Par conséquent, son adoption n'a eu aucune incidence sur le bénéfice déjà constaté ni sur les actifs ou passifs déjà inscrits.

*Base d'évaluation des actifs et des passifs évalués à la juste valeur*

Le tableau ci-dessous présente une analyse de la hiérarchie de la juste valeur qui a servi à mesurer les actifs financiers et les passifs financiers évalués à la juste valeur dans les états financiers consolidés.

	Techniques d'évaluation			
	Niveau 1 : Cours du marché (en millions de dollars)	Niveau 2 : Données observables (en millions de dollars)	Niveau 3 : Données non observables importantes (en millions de dollars)	Total (en millions de dollars)
<b>Au 30 juin 2013</b>				
Actifs				
Actifs détenus à des fins de transaction.....	3 997	3 525	–	7 522
Dérivés.....	–	2 044	52	2 096
Placements financiers disponibles à la vente.....	16 928	2 912	1	19 841
Passifs				
Passifs détenus à des fins de transaction.....	3 689	543	9	4 241
Passifs financiers à la juste valeur.....	–	428	–	428
Dérivés.....	–	1 685	52	1 737

## Notes afférentes aux états financiers (non audité) (suite)

Les actifs non financiers évalués à la juste valeur comprennent les actifs des régimes de retraite. La majeure partie de ces derniers sont considérés comme étant du niveau 1 et un montant négligeable a été classé dans le niveau 2 ou le niveau 3. La juste valeur de ces actifs était de 432 millions de dollars, montant qui a été inscrit à titre de réduction de l'obligation connexe au titre des régimes de retraite.

*Rapprochement des évaluations de la juste valeur de niveau 3 de la hiérarchie de la juste valeur*

	Actifs		Passifs	
	Disponibles à la vente (en millions de dollars)	Dérivés (en millions de dollars)	Détenus à des fins de transaction (en millions de dollars)	Dérivés (en millions de dollars)
Au 1 <sup>er</sup> janvier 2013.....	9	5	49	7
Total des profits ou pertes constatés dans le résultat net .....	2	49	–	47
Émissions.....	–	–	15	–
Règlements.....	(10)	–	–	–
Transferts sortants .....	–	(2)	(55)	(2)
<b>Au 30 juin 2013.....</b>	<b>1</b>	<b>52</b>	<b>9</b>	<b>52</b>
Total des profits ou pertes constatés dans le résultat net et liés aux actifs et passifs détenus à la date de clôture.....	–	49	–	47

*Au cours du deuxième trimestre de 2013, il n'y a pas eu de transferts importants entre le niveau 1 et le niveau 2.*

Pour une description détaillée de la juste valeur et du classement des instruments financiers de la banque, il y a lieu de se reporter aux méthodes comptables de la banque présentées à la note 2, aux pages 75 à 87, et à la note 25, aux pages 120 à 126, du Rapport et états financiers annuels 2012.

*Justes valeurs des instruments financiers qui ne sont pas comptabilisés à la juste valeur à l'état de la situation financière*

	30 juin 2013	
	Valeur comptable (en millions de dollars)	Juste valeur (en millions de dollars)
Actifs		
Prêts et avances à des banques .....	3 656	3 656
Prêts et avances à des clients.....	44 946	45 029
Passifs		
Dépôts effectués par des banques.....	1 579	1 579
Comptes des clients.....	49 505	49 575
Titres de créance émis.....	13 240	13 397
Créances subordonnées .....	329	299

Les sections auditées paraissant sous la rubrique « Gestion des risques » du rapport de gestion, aux pages 33 à 62, du Rapport et états financiers annuels 2012, fournissent davantage de renseignements sur la gestion de la liquidité et des sources de financement de la banque.



#### **14 Événements postérieurs à la date de clôture**

---

Il n'est survenu aucun événement important après la date de clôture de la période qui devrait être présenté ou faire l'objet d'un ajustement dans les états financiers du 30 juin 2013.

Les présents états financiers consolidés ont été approuvés par le comité d'audit et de gestion des risques le 30 juillet 2013, et leur publication a été approuvée.

© Banque HSBC Canada 2013

Tous droits réservés

Toute reproduction, transmission ou mise en mémoire de cette publication sous quelque forme ou par quelque procédé que ce soit, tant électronique que mécanique, par photocopie, par enregistrement ou autre, est interdite sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite de la Banque HSBC Canada.

Publié par Banque HSBC Canada, Vancouver, Colombie-Britannique.